

CHAPITRE 4 : ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

	PAGES
SECTION 1 : DISPOSITIONS GENERALES	205
SECTION 2 : PRINCIPES GENERAUX DE CONSOLIDATION DES COMPTES	211
SECTION 3 : PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES	218

SECTION 1 : DISPOSITIONS GENERALES

- 1. CHAMP D'APPLICATION**
- 2. REFERENTIEL COMPTABLE**
- 3. PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES**

SECTION 1 : DISPOSITIONS GENERALES

1. CHAMP D'APPLICATION

Sont assujettis aux dispositions du présent chapitre, les établissements de crédit qui contrôlent de manière exclusive ou conjointe une ou plusieurs entités, quelle que soit leur forme, ou qui exercent une influence notable sur celles-ci.

Ces établissements sont tenus d'établir et de publier des états financiers consolidés conformément aux dispositions du présent chapitre.

L'établissement de crédit consolidant et les entités susvisées forment un groupe.

Les états financiers consolidés sont les états financiers d'un groupe présentés comme ceux d'une entité économique unique.

Toutefois, un établissement assujetti peut être exempté d'établir et de publier des états financiers consolidés si toutes les conditions suivantes sont remplies :

- a. il est lui-même détenu totalement ou partiellement par une autre entité et ses autres propriétaires, y compris ceux qui n'ont pas le droit de voter, ont été informés de la non-préparation d'états financiers consolidés par l'établissement consolidant et ne s'y opposent pas ;
- b. les instruments de dettes ou de capitaux propres de l'établissement consolidant ne sont pas négociés sur un marché réglementé ou de gré à gré ;
- c. l'établissement consolidant n'a pas déposé et n'est pas sur le point de déposer ses états financiers auprès d'une autorité de réglementation des valeurs mobilières ou d'un autre organisme assimilé, aux fins d'émettre des instruments sur le marché ;
- d. et la société mère ultime ou intermédiaire présente des états financiers consolidés, disponibles en vue d'un usage public, qui sont conformes aux IFRS.

2. REFERENTIEL COMPTABLE

Pour établir et publier leurs états financiers consolidés, les établissements de crédit appliquent le référentiel de l'IASB (*International Accounting Standards Board*) qui comprend :

- les normes IFRS (*International Financial Reporting Standards*) et IAS (*International Accounting Standards*) ainsi que leurs annexes et guides d'application à l'exception des dispositions de la norme IFRS 9 pour les entités d'assurance relevant de groupes bancaires et ce jusqu'à la date d'entrée en vigueur prévue par l'IASB de la norme IFRS 17 « Contrats d'assurance » ;
- les interprétations IFRIC (*International Financial Reporting Interpretation Committee*) et SIC (*Standards Interpretation Committee*).

Le présent chapitre rappelle les concepts de base à la préparation et à la présentation des états financiers consolidés, présente les principes de consolidation et définit les modèles des états financiers.

3. CONTENU, MODELE ET OBJECTIF DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Les états financiers consolidés comprennent le bilan, le compte de résultat consolidé, l'état du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres, le tableau des variations de capitaux propres, le tableau des flux de trésorerie et les notes.

Les normes IFRS n'ayant pas préconisé de modèle standard pour les états financiers consolidés, le présent chapitre prévoit, à titre indicatif, un modèle visant à uniformiser le format des états financiers consolidés présentés par les établissements de crédit, qui peuvent adapter ledit modèle selon leur activité ou lorsque l'entrée en vigueur de nouvelles normes et interprétations le justifie.

L'objectif des états financiers consolidés est de fournir des informations sur la performance financière de l'établissement de crédit, sa situation financière et les variations de cette dernière, qui soient utiles à un large éventail d'utilisateurs pour la prise des décisions économiques.

Les états financiers incluent également des informations sur les risques et les incertitudes affectant l'établissement de crédit ainsi que sur toutes les ressources et les obligations non comptabilisées au bilan. L'information sur les secteurs géographiques et les secteurs d'activité est fournie sous la forme d'informations supplémentaires.

4. REGLES DE BASE POUR LA PREPARATION DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

La préparation des états financiers consolidés repose sur deux règles de base : la comptabilité d'engagement et la continuité d'exploitation :

- Les états financiers consolidés sont préparés sur la base de la comptabilité d'engagement, selon laquelle les effets des transactions et autres événements sont constatés en comptabilité lorsqu'ils se produisent et sont enregistrés dans les livres comptables et les états financiers des exercices auxquels ils se rattachent. Sur cette base, les états financiers informent les utilisateurs des transactions passées impliquant des sorties et entrées de trésorerie, des obligations de payer en trésorerie dans le futur et des ressources qui représentent de la trésorerie à recevoir dans le futur.
- Les états financiers sont préparés selon l'hypothèse que l'établissement de crédit est en situation de continuité d'exploitation et qu'il poursuivra ses activités dans un avenir prévisible. Il est supposé ainsi qu'il n'a ni l'intention, ni la nécessité de mettre fin à ses activités, ni de réduire de façon significative leur taille. S'il existe une telle intention ou nécessité, les états financiers peuvent devoir être préparés sur une base différente, auquel cas cette base différente doit être indiquée.

5. CARACTERISTIQUES QUALITATIVES DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Les caractéristiques qualitatives sont les attributs qui rendent l'information fournie dans les états financiers consolidés utile pour les utilisateurs.

Les caractéristiques qualitatives fondamentales de l'information financière sont les suivantes :

- **Pertinence** : L'information est pertinente lorsqu'elle a la capacité d'influencer les décisions prises par les utilisateurs des états financiers. Pour cela, l'information doit avoir une valeur soit de prédiction, soit de validation, soit les deux

La pertinence d'une information est influencée par sa nature et son importance relative.

- **Fidélité** : Pour être fidèle, une information financière doit présenter les trois caractéristiques suivantes :

- Elle doit être exhaustive ;
- Elle doit être neutre ;
- Elle doit être exempte d'erreur.

En plus des caractéristiques fondamentales sus exposées, la comparabilité, la vérifiabilité, la rapidité et la compréhensibilité sont les caractéristiques auxiliaires qui renforcent l'utilité de l'information financière pertinente et fidèle :

- **Comparabilité** : La comparabilité est la qualité de l'information qui permet aux utilisateurs de relever des similitudes et les différences entre deux éléments.

La cohérence et la permanence des méthodes, renvoyant à l'utilisation des mêmes méthodes et procédés comptables au cours d'une même période dans différentes entités ou d'une période à l'autre dans une même entité, constituent un moyen pour atteindre cet objectif.

- **Vérifiabilité** : La vérifiabilité est la qualité de l'information qui aide à fournir aux utilisateurs l'assurance que l'information donne une image fidèle des phénomènes économiques qu'elle prétend représenter. Pour être vérifiable, l'information quantitative n'a pas à être nécessairement exprimée par un montant unique ; un éventail de montants possibles assortis de probabilité peut être vérifié.

La vérification peut être directe au moyen d'une observation directe ou indirecte au moyen du contrôle des intrants d'un modèle, d'une formule ou d'une autre technique et le recalcul des extrants de ce modèle, technique ou formule.

- **Rapidité** : La rapidité répond au besoin de rendre l'information accessible aux décideurs à temps pour qu'elle ait la capacité d'influencer leurs décisions.
- **Compréhensibilité** : La compréhensibilité est la qualité de l'information qui permet aux utilisateurs d'en comprendre la signification. L'information est compréhensible lorsqu'elle est classée, définie et présentée de façon claire et concise.

6. CONTRAINTES A CONSIDERER POUR UNE INFORMATION PERTINENTE ET FIABLE

Une information fiable et pertinente suppose la résolution de trois contraintes :

- **Célérité** : L'information peut perdre de sa pertinence si elle est fournie avec un retard indu. De ce fait, il est nécessaire de trouver un équilibre entre une information prompte et une information fiable. Pour atteindre l'équilibre entre pertinence et fiabilité, la considération dominante consiste à satisfaire au mieux les besoins des utilisateurs en matière de prise de décisions économiques.
- **Rapport coût / avantage** : Les avantages obtenus de l'information doivent être supérieurs au coût qu'il a fallu consentir pour la produire.
- **Equilibre entre les caractéristiques qualitatives** : Dans la pratique, la recherche d'un équilibre ou d'un arbitrage entre les caractéristiques qualitatives est souvent nécessaire. Généralement, le but recherché est d'atteindre un équilibre approprié entre les caractéristiques qualitatives afin de satisfaire aux objectifs des états financiers. L'importance relative de ces caractéristiques repose sur le jugement professionnel.

7. ELEMENTS DES ETATS FINANCIERS

Les états financiers retracent les impacts financiers des transactions et autres événements en les regroupant par grandes catégories, selon leurs caractéristiques économiques, appelées « éléments des états financiers ».

Les éléments liés à l'évaluation de la situation financière dans le bilan sont les actifs, les passifs et les capitaux propres. Ceux liés à l'évaluation de la performance dans le compte de résultat sont les produits et les charges. L'état des variations de la situation financière retrace généralement la variation des éléments du compte de résultat et du bilan.

Les éléments des états financiers se définissent comme suit :

- **Actif** : un actif est toute ressource contrôlée par l'établissement de crédit du fait d'évènements passés et dont des avantages économiques futurs sont attendus. L'avantage économique représentatif d'un actif est le potentiel qu'a cet actif de contribuer, directement ou indirectement, à des flux de trésorerie et d'équivalents de trésorerie au profit de l'établissement de crédit. Un avantage économique peut revêtir plusieurs formes : utilisation de l'actif pour la fourniture de services destinés à être vendus, échange contre d'autres actifs, utilisation pour le règlement d'un passif, etc.
- **Passif** : une des caractéristiques essentielles d'un passif est que l'établissement de crédit a une obligation actuelle résultant de transactions ou d'évènements passés, et dont l'extinction se traduira par une sortie ou un abandon de ressources représentatives d'avantages économiques afin de satisfaire à la demande de l'autre partie. Cette extinction de l'obligation actuelle peut prendre plusieurs formes : paiement en trésorerie, transfert d'autres actifs, fourniture de services, substitution de l'obligation par une autre obligation, conversion de l'obligation en capitaux propres.
- **Capitaux propres** : représentent l'intérêt résiduel dans les actifs de l'établissement de crédit après la déduction de tous ses passifs.
- **Produits** : résultent de l'accroissement des avantages économiques au cours de l'exercice sous forme d'entrées d'actifs, d'augmentation d'actifs ou de diminutions de passifs qui ont pour effet une augmentation des capitaux propres autres que celle provenant des apports en capital.
- **Charges** : résultent de la diminution des avantages économiques au cours de l'exercice sous forme de sorties d'actifs, de baisse d'actifs ou de survenance de passifs qui ont pour effet une diminution des capitaux propres autres que les distributions de bénéfices aux participants à ces capitaux.

8. COMPTABILISATION ET EVALUATION DES ELEMENTS DES ETATS FINANCIERS

La comptabilisation est le processus d'incorporation, dans le bilan ou dans le compte de résultat, d'une opération qui satisfait à la définition d'un élément des états financiers et qui répond aux critères suivants :

- il est probable que tout avantage économique futur lié à cette opération ira à l'établissement de crédit ou en proviendra ;
- et l'opération a un coût ou une valeur qui peut être évalué(e) de façon fiable.

L'évaluation est le processus qui consiste à déterminer les montants monétaires sur la base desquels les éléments des états financiers sont inscrits au bilan et au compte de résultat.

Plusieurs conventions d'évaluation sont utilisées à des niveaux différents et selon des combinaisons diverses dans les états financiers dont notamment le coût historique, le coût actuel, la valeur de réalisation ou de règlement, la valeur actuelle.

9. OPTION D'EXEMPTION TEMPORAIRE DE L'APPLICATION DE LA NORME IFRS 9 AUX ENTITES D'ASSURANCES RELEVANT DE GROUPES BANCAIRES

Afin de remédier aux conséquences comptables du décalage entre la date d'entrée en vigueur de la norme sur les instruments financiers IFRS 9 et celle de la nouvelle norme sur les contrats d'assurance IFRS 17 remplaçant la norme IFRS 4, l'établissement consolidant peut se prévaloir de l'exemption temporaire de l'application de la norme IFRS 9 aux entités d'assurance relevant de son périmètre et continuer d'appliquer la norme IAS 39 pour ces entités, si et seulement si :

- L'entité d'assurance n'a précédemment appliqué aucune version que ce soit de la norme IFRS 9 ;
- Les activités de cette entité sont principalement liées à l'assurance.

Cette exemption temporaire est assortie de certaines conditions afin d'éviter les possibilités d'arbitrage comptable, notamment l'interdiction de transfert des instruments financiers entre secteurs sauf pour les actifs évalués à la juste valeur par le résultat.

Par ailleurs, l'établissement se prévalant de cette option, doit satisfaire, en termes d'information à fournir, les obligations ci-dessous :

- indiquer dans les états financiers consolidés quelles entités d'assurance du groupe appliquent la norme IAS 39 ;
- indiquer, dans les notes, en quoi ces entités d'assurance répondent aux critères pour se prévaloir de l'exemption temporaire ;
- fournir les informations financières permettant de comparer les entités d'assurance ayant opté pour cette exemption et les entités qui appliquent IFRS 9 ;
- fournir séparément les informations exigées par IFRS 7 pour le secteur d'assurance en appliquant IAS 39 et pour le reste du groupe en appliquant IFRS 9.

SECTION 2: PRINCIPES GENERAUX DE CONSOLIDATION DES COMPTES

1. NOTIONS DE CONTROLE ET D'INFLUENCE NOTABLE

2. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

3. MÉTHODES DE CONSOLIDATION

SECTION 2 : PRINCIPES GENERAUX DE CONSOLIDATION DES COMPTES

1. NOTIONS DE CONTROLE ET D'INFLUENCE NOTABLE

1.1. CONTROLE (CONTROLE EXCLUSIF)

Une entité (l'investisseur) contrôle une entité faisant l'objet d'un investissement lorsqu'elle est exposée ou qu'elle a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité faisant l'objet d'un investissement et qu'elle a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'elle détient sur celle-ci.

Une entité qui est sous le contrôle d'une autre entité est appelée « filiale ». Une filiale peut être une entité sans personnalité juridique.

Une société mère est une entité qui contrôle une ou plusieurs entités.

L'investisseur contrôle une entité faisant l'objet d'un investissement si et seulement si tous les éléments ci-dessous sont réunis :

- il détient le pouvoir sur l'entité faisant l'objet d'un investissement ;
- il est exposé ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité faisant l'objet d'un investissement ;
- il a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité faisant l'objet d'un investissement de manière à influencer sur le montant des rendements qu'il obtient.

1.1.1 Pouvoir sur les activités pertinentes

L'investisseur a le pouvoir sur une entité s'il dispose de droits qui lui confèrent la capacité actuelle de diriger les activités pertinentes de cette entité qui correspondent aux activités affectant significativement les rendements de l'entité. Ces droits peuvent soit lui être conférés par les droits de vote attachés aux titres détenus soit provenir d'autres éléments à considérer (par exemple accord contractuel).

1.1.2 Droit aux rendements variables

On entend par rendements variables des rendements qui ne sont pas fixes et qui sont susceptibles de varier en raison de la performance de l'entité faisant l'objet d'un investissement. Ils peuvent être uniquement positifs, uniquement négatifs, ou tantôt positifs, tantôt négatifs.

L'investisseur évalue si les rendements d'une entité faisant l'objet d'un investissement sont variables et dans quelle mesure ils le sont en se fondant sur la substance de l'accord, sans tenir compte de leur forme juridique.

Les rendements peuvent notamment être :

- des dividendes, d'autres distributions d'avantages économiques par l'entité faisant l'objet d'un investissement et des variations de la valeur de la participation de l'investisseur dans l'entité faisant l'objet d'un investissement ;
- une rémunération rattachée à la gestion d'actifs ou de passifs de l'entité faisant l'objet d'un investissement, des commissions et l'exposition au risque de perte pour l'octroi de facilités de crédit ou de caisse, une participation résiduelle dans l'actif et le passif de l'entité faisant l'objet d'un investissement en cas de liquidation de celle-ci, des avantages

fiscaux et un accès à la liquidité future dont bénéficie l'investisseur du fait de ses liens avec l'entité faisant l'objet d'un investissement ;

- des rendements dont ne peuvent bénéficier les autres détenteurs d'intérêts. Par exemple, l'investisseur pourrait utiliser ses actifs en les conjuguant avec ceux de l'entité faisant l'objet d'un investissement pour, entre autres, regrouper des fonctions opérationnelles afin de réaliser des économies d'échelle, réduire des coûts, s'approvisionner en produits rares, avoir accès à des connaissances exclusives ou limiter certaines activités ou l'utilisation de certains actifs de l'entité faisant l'objet d'un investissement en vue d'accroître la valeur des autres actifs de l'investisseur.

1.1.3 Lien entre pouvoir et rendements

Un investisseur contrôle une entité faisant l'objet d'un investissement si et seulement s'il détient le pouvoir sur celle-ci, il est exposé ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec elle et il a la capacité d'exercer son pouvoir pour influencer sur les rendements qu'il obtient du fait de ces liens.

L'investisseur doit donc déterminer s'il agit pour son propre compte ou comme mandataire. En effet, un mandataire est simplement une partie principalement chargée d'agir pour le compte et au bénéfice d'une ou plusieurs autres parties (le ou les mandants). Par conséquent, il ne contrôle pas l'entité faisant l'objet d'un investissement lorsqu'il exerce son pouvoir décisionnel.

Pour déterminer s'il agit comme mandataire, le décideur doit examiner la relation globale existant entre lui, l'entité faisant l'objet d'un investissement gérée et les autres parties qui ont un lien avec cette dernière, et en particulier les facteurs ci-après :

- l'étendue de son pouvoir décisionnel sur l'entité ;
- les droits détenus par d'autres parties ;
- la rémunération à laquelle il a droit selon le ou les accords de rémunération ;
- l'exposition à la variabilité des rendements tirés d'autres intérêts qu'il détient dans l'entité.

1.2. CONTROLE CONJOINT

Le contrôle conjoint est le partage contractuellement convenu du contrôle exercé sur une opération, qui n'existe que dans le cas où les décisions concernant les activités pertinentes requièrent le consentement unanime des parties partageant le contrôle.

Un partenariat est une opération sur laquelle deux parties ou plus exercent un contrôle conjoint, ayant les caractéristiques suivantes :

- les parties sont liées par un accord contractuel ;
- l'accord contractuel confère à deux parties ou plus le contrôle conjoint de l'opération.

Un partenariat peut prendre la forme, soit d'une activité conjointe, soit d'une coentreprise.

Une activité conjointe est un partenariat dans lequel les parties qui exercent un contrôle conjoint sur l'opération ont des droits sur les actifs, et des obligations au titre des passifs, relatifs à celle-ci. Ces parties sont appelées coparticipants.

Une coentreprise est un partenariat dans lequel les parties qui exercent un contrôle conjoint sur l'opération ont des droits sur l'actif net de celle-ci. Ces parties sont appelées coentrepreneurs.

Pour qualifier le partenariat, il convient de prendre en compte tous les faits et circonstances, notamment :

- la structure du partenariat ;
- la forme juridique ;
- les termes du contrat ;
- les autres faits et circonstances.

1.3. INFLUENCE NOTABLE

L'influence notable est le pouvoir de participer aux décisions liées aux politiques financières et opérationnelles de l'entité détenue, sans toutefois exercer un contrôle exclusif ou conjoint sur ces politiques.

Une entité associée est une entité, même si elle est sans personnalité juridique, dans laquelle l'investisseur a une influence notable, et qui n'est ni une filiale ni une coentreprise.

Un investisseur est présumé exercer une influence notable sur une entité s'il détient, directement ou indirectement, 20% ou plus des droits de vote de cette entité.

S'il détient, directement ou indirectement, moins de 20% des droits de vote dans l'entité, l'investisseur est présumé, à l'inverse, ne pas exercer d'influence notable sauf s'il peut être démontré clairement qu'il exerce une telle influence.

Le contrôle exclusif d'un actionnaire sur une entité n'exclut pas nécessairement qu'un autre investisseur puisse disposer de l'influence notable sur cette même entité.

L'exercice d'une influence notable par un investisseur est habituellement attesté par une ou plusieurs des situations suivantes :

- Représentation au sein du conseil d'administration ou de l'organe de direction équivalent de l'entité détenue ;
- Participation au processus d'élaboration des politiques, et notamment aux décisions relatives aux dividendes et autres distributions ;
- Transactions significatives entre l'investisseur et l'entité détenue ;
- Echange du personnel dirigeant ;
- Fourniture d'informations techniques essentielles.

1.4. ENTITES STRUCTUREES

Une entité structurée présente souvent l'ensemble ou certaines des caractéristiques suivantes :

- des activités bien circonscrites ;
- un objectif précis et bien défini, par exemple: mettre en œuvre un contrat de location fiscalement avantageux, mener des activités de recherche et développement, fournir une source de capital ou de financement à une entité, ou fournir des possibilités de placement à des investisseurs en leur transférant les risques et avantages associés aux actifs de l'entité structurée ;
- des capitaux propres insuffisants pour permettre à l'entité structurée de financer ses activités sans recourir à un soutien financier subordonné ;
- un financement par l'émission, auprès d'investisseurs, de multiples instruments liés entre eux par contrat et créant des concentrations de risque de crédit ou d'autres risques («tranches»).

Les entités suivantes, entre autres, sont considérées comme des exemples d'entités structurées :

- véhicules de titrisation ;

- véhicules de financement adossés à des actifs ;
- certains fonds de placement.

1.5. QUALIFICATION DES DROITS

Le contrôle, le contrôle conjoint et l'influence notable s'entendent, dans tous les cas, directement ou indirectement.

Pour apprécier les droits de vote dont dispose l'établissement consolidant, il est tenu compte de l'ensemble des droits de vote rattachés aux actions ou parts détenues par l'établissement consolidant et par toutes ses filiales.

Lors de l'appréciation du contrôle, l'investisseur tient compte uniquement des droits substantiels et non des droits protectifs.

Un droit est substantiel si :

- son détenteur a la capacité pratique d'exercer ce droit ;
- et ce droit peut être exercé lorsque les décisions concernant la direction des activités pertinentes doivent être prises.

Les droits de vote potentiels ne sont pris en compte que s'ils sont substantiels, c'est-à-dire :

- le détenteur a la capacité pratique d'exercer ses droits ;
- ces droits sont exerçables.

Aux droits substantifs, s'opposent les droits protectifs qui ont pour but de protéger les intérêts de leur détenteur, sans toutefois lui conférer le pouvoir.

2. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

2.1. PRINCIPE GENERAL

Le périmètre de consolidation est l'ensemble constitué par l'établissement consolidant, les filiales, les entités contrôlées conjointement et celles sous influence notable, ainsi que les entités structurées quels que soient leur forme juridique et le pays d'exercice de leur activité.

Une entité structurée doit être consolidée lorsqu'en substance, la relation entre elle et l'établissement consolidant assujetti indique que l'entité structurée est contrôlée par celui-ci, qu'il existe ou non un lien capitalistique entre elle et l'établissement assujetti.

Une filiale est incluse dans le périmètre de consolidation même si ses activités sont dissemblables de celles des autres entités du groupe. Une information pertinente est fournie en consolidant ces filiales et donne, dans les états financiers consolidés, des informations supplémentaires sur les différentes activités des filiales.

Une filiale est incluse dans le périmètre de consolidation même si l'investisseur est un organisme de capital-risque, un fonds commun, une forme de trust ou une autre entité similaire.

Les filiales doivent être systématiquement consolidées selon les dispositions d'IFRS 10, même lorsque le groupe a l'intention de les céder et que l'intention de cession existe dès la date d'acquisition ou à une date postérieure à la date d'acquisition. Cependant, pour les filiales qui répondent à la définition des actifs non courants destinés à être cédés, les actifs et les passifs correspondants sont évalués et présentés selon les dispositions d'IFRS 5.

2.2. EXCLUSION DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Sont exclues du périmètre de consolidation, les entreprises associées ou les coentreprises qui répondent à la définition des actifs non courants destinés à être cédés. Les titres détenus dans ces entités sont comptabilisés conformément aux dispositions d'IFRS 5.

3. MÉTHODES DE CONSOLIDATION

Les méthodes de consolidation sont les suivantes :

- l'intégration globale, pour les entités contrôlées dénommées filiales ;
- la consolidation en quote-part, pour les activités conjointes ;
- la mise en équivalence, pour les entreprises associées et les coentreprises.

3.1. INTÉGRATION GLOBALE

Pour établir des états financiers consolidés, les postes semblables d'actifs, de passifs, de capitaux propres, de produits, de charges et de flux de trésorerie de l'établissement consolidant et de ses filiales sont combinés.

La valeur comptable de la participation de l'établissement consolidant dans chaque filiale et la part de l'établissement consolidant dans les capitaux propres de chaque filiale sont éliminées.

Les actifs et les passifs, les capitaux propres, les produits, les charges et les flux de trésorerie intragroupes sont également éliminés, y compris les profits ou les pertes découlant de transactions intragroupes qui sont comptabilisés dans des actifs tels que les stocks et les immobilisations corporelles.

L'établissement consolidant doit préparer des états financiers consolidés en utilisant des méthodes comptables uniformes pour les transactions et événements semblables se produisant dans des circonstances similaires. Si une entité du groupe applique des méthodes comptables différentes de celles adoptées dans les états financiers consolidés pour des transactions et des événements semblables se produisant dans des circonstances similaires, les ajustements appropriés sont apportés à ses états financiers dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés, pour assurer la conformité avec les méthodes comptables du groupe.

Le traitement des titres des sociétés contrôlées est effectué conformément aux dispositions d'IFRS 3 (traitement des écarts d'acquisition, des intérêts minoritaires, etc...).

3.2. INTÉGRATION EN QUOTE-PART

L'intégration en quote-part s'applique à l'activité conjointe. A cet effet, le coparticipant doit comptabiliser, du fait de ses intérêts dans une opération conjointe :

- ses actifs, y compris sa quote-part des actifs détenus conjointement le cas échéant ;
- ses passifs, y compris sa quote-part des passifs assumés conjointement, le cas échéant ;
- les produits qu'il a tirés de la vente de sa quote-part de la production générée par l'activité conjointe ;
- sa quote-part des produits tirés de la vente de la production générée par l'activité conjointe ;
- les charges qu'il a engagées, y compris sa quote-part des charges engagées conjointement, le cas échéant.

Le traitement des activités conjointes est effectué conformément aux dispositions d'IFRS 3.

3.3. MISE EN ÉQUIVALENCE

La méthode de la mise en équivalence consiste à comptabiliser initialement la participation au coût et à l'ajuster par la suite pour prendre en compte les changements de la quote-part de l'investisseur dans l'actif net de l'entité émettrice qui surviennent postérieurement à l'acquisition. Le résultat net de l'investisseur comprend sa quote-part du résultat net de l'entité émettrice. Les autres éléments du résultat global de l'investisseur comprennent sa quote-part des autres éléments du résultat global de l'entité émettrice.

Le traitement des titres des sociétés mises en équivalence est effectué conformément aux dispositions d'IFRS 3.

1. SORTIES DU PERIMETRE

1.1. DECONSOLIDATION D'UNE FILIALE

La date de sortie du périmètre (ou déconsolidation) d'une filiale est la date à laquelle l'établissement consolidant cesse d'exercer le contrôle sur une entité.

La perte de contrôle donne lieu à :

- la décomptabilisation des actifs (y compris du goodwill) et des passifs de la filiale, à la valeur comptable à la date de perte du contrôle ;
- la décomptabilisation des intérêts minoritaires, à la valeur comptable ;
- la reprise en résultat ou en capitaux propres, selon les normes IFRS applicables, des gains ou pertes recyclables constatés parmi « les autres éléments du résultat global », y compris la quote-part relative aux intérêts minoritaires ;
- la comptabilisation de participation résiduelle dans l'ancienne filiale, le cas échéant, à sa juste valeur à la date de perte de contrôle ;
- la constatation d'un résultat global de cession, incluant l'impact de l'évaluation à la juste valeur de la participation résiduelle.

1.2. ARRÊT DE LA MISE EN EQUIVALENCE

La cession de titres d'une entreprise associée ou d'une co-entreprise (joint-venture) entraînant l'arrêt de la méthode de la mise en équivalence doit donner lieu à la comptabilisation d'un résultat de cession.

L'arrêt de l'application de la méthode de la mise en équivalence induit également la reprise des gains ou pertes antérieurement comptabilisés directement en autres éléments du résultat global. Cette reprise est effectuée en totalité même en cas de cession partielle.

SECTION 3 : PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

1. LE BILAN CONSOLIDE

2. LE COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

3. LE TABLEAU DES VARIATIONS DE CAPITAUX PROPRES

4. LE TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

5. LES NOTES

SECTION 3 : PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

1. LE BILAN CONSOLIDE

1.1. MODELE DU BILAN CONSOLIDE

(en milliers de DH)

ACTIF	N	N-1	PASSIF	N	N-1
1 Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux			1 Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		
2 Actifs financiers à la juste valeur par résultat			2 Passifs financiers à la juste valeur par résultat		
2.1 Actifs financiers détenus à des fins de transactions			2.1 Passifs financiers détenus à des fins de transaction		
2.2 Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat			2.2 Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		
3 Instruments dérivés de couverture			3 Instruments dérivés de couverture		
4 Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres			4 Dettes envers les établissements de crédit et assimilés		
4.1 Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables			5 Dettes envers la clientèle		
4.2 Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables			6 Titres de créance émis		
5 Titres au coût amorti			7 Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		
6 Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti			8 Passifs d'impôt exigible		
7 Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti			9 Passifs d'impôt différé		
8 Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux			10 Comptes de régularisation et autres passifs		
9 Placements des activités d'assurance			11 Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés		
10 Actifs d'impôt exigible			12 Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance		
11 Actifs d'impôt différé			13 Provisions		
12 Comptes de régularisation et autres actifs			14 Subventions et fonds assimilés		
13 Actifs non courants destinés à être cédés			15 Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie		
14 Participations dans des entreprises mises en équivalence			16 Capitaux propres		
15 Immeubles de placement			17 Capital et réserves liées		
16 Immobilisations corporelles			18 Réserves consolidées		
17 Immobilisations incorporelles			18.1 Part du groupe		
18 Ecarts d'acquisition			18.2 Part des minoritaires		
			19 Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		
			19.2 Part du groupe		
			19.2 Part des minoritaires		
			20 Résultat de l'exercice		
			20.1 Part du groupe		
			20.2 Part des minoritaires		
Total de l'actif			Total du passif		

1.2. COMMENTAIRES SUR LES POSTES DU BILAN CONSOLIDE

1.2.1. DISPOSITIONS GENERALES

Les postes de l'actif qui font l'objet d'amortissements ou de dépréciations sont présentés pour leur valeur comptable nette du cumul des amortissements et des dépréciations, qui sont détaillés dans les notes.

Le bilan mentionne expressément la date de clôture de l'exercice ou de la période comptable.

Les établissements fournissent des informations spécifiques aux activités d'assurance, en choisissant l'une des deux options suivantes :

- Option 1 : Présenter les activités d'assurance dans des postes distincts à l'actif du bilan (poste 9), du passif (poste 12) et au compte de résultat (poste 13);
- Option 2 : Présenter les activités d'assurance sur l'ensemble des lignes du bilan et du compte de résultat. Les informations sur ces activités doivent être détaillées dans les notes.

Les modèles exposés dans le présent chapitre ont été élaborés selon l'option 1 (présentation des activités d'assurance dans des postes distincts).

1.2.2. POSTES DE L'ACTIF

1. Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux.

Ce poste comprend notamment :

- Les valeurs en caisse composées exclusivement des billets et monnaies ayant cours légal au Maroc ou à l'étranger ;
- Les avoirs auprès des Banques centrales, du Trésor public et du Service des chèques postaux du ou des pays où se trouve implanté l'établissement, pouvant être retirés à tout moment ou dans un délai maximum de 24 heures ou un jour ouvrable. Les autres créances sur ces institutions peuvent être inscrites dans les autres postes du bilan en fonction des deux conditions relatives au test SPPI¹ et au modèle économique.

2. Actifs financiers à la juste valeur par résultat

Ce poste enregistre les actifs financiers classés à la juste valeur par résultat tels que définis par les dispositions de la norme IFRS 9 selon lesquelles un actif financier doit être évalué à la juste valeur par le biais du résultat net, à moins qu'il ne soit évalué au coût amorti ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (cf. analyse du test SPPI et du modèle économique en poste 4, 5, 6 et 7).

Ce poste se décompose en deux grandes catégories :

- Les actifs financiers détenus à des fins de transaction ;
- Les autres actifs financiers à la juste valeur par résultat :
 - o Les actifs financiers non détenus à des fins de transaction ;
 - o Les actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option irrévocable.

¹ Solely payment of principal and interest : Les conditions contractuelles de l'actif financier donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû.

Sont comptabilisés dans la catégorie des actifs financiers non détenus à des fins de transaction, les instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par résultat par défaut (qui ne sont ni des instruments de capitaux propres détenus à des fins de transaction, ni des instruments de capitaux propres pour lesquels l'entité a retenu l'option de comptabilisation à la juste valeur par capitaux propres non recyclables), les instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI (notamment OPCVM, FCP, contrats hybrides, etc.).

Seuls les instruments de dettes peuvent désormais être comptabilisés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option irrévocable lorsque cette désignation élimine ou réduit significativement une incohérence dans l'évaluation ou la comptabilisation (mismatch comptable) qui, autrement, découlerait de l'évaluation d'actifs ou de passifs ou de la comptabilisation des profits ou pertes sur ceux-ci selon des bases différentes.

La juste valeur positive des instruments dérivés auxquels n'est pas appliquée la comptabilité de couverture tels que les dérivés de transaction et les dérivés de couverture économique, est également incluse dans ce poste, ainsi que les dépôts de garantie éligibles à ce poste.

Ce poste enregistre également les actifs de la finance participative qualifiés d'instrument de capitaux propres et les instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI ou dont la détention ne s'inscrit pas dans un modèle économique dont l'objectif est :

- La perception des flux de trésorerie contractuels ;
- La perception des flux de trésorerie contractuels et la vente d'actifs financiers.

Dans le cas où l'établissement retient l'option (1) de présenter distinctement à l'actif et au passif du bilan et au compte de résultat les activités d'assurance, les actifs financiers relevant des placements des activités d'assurance qui sont présentés au poste 9 sont exclus du poste « Actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat ».

3. Instruments dérivés de couverture

Ce poste comprend la juste valeur positive des instruments dérivés qualifiés d'instruments de couverture conformément aux dispositions de la norme d'IFRS 9.

Si l'établissement opte pour le maintien des dispositions IAS 39 en matière de comptabilité de couverture, il devra appliquer les dispositions de la norme IAS 39 en la matière.

Ce poste se décompose en cinq catégories :

- Les dérivés de taux d'intérêt ;
- Les dérivés de taux de change et or ;
- Les dérivés de risque actions ;
- Les dérivés de matière première ;
- Les dérivés pour les autres risques.

Dans le cas où l'établissement retient l'option (1) de présenter distinctement à l'actif et au passif du bilan et au compte de résultat les activités d'assurance, les actifs financiers relevant des placements des activités d'assurance qui sont présentés au poste 9 sont exclus du poste « Instruments dérivés de couverture ».

4. Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

Ce poste regroupe les actifs financiers pour lesquels les deux conditions relatives au test SPPI et au modèle économique suivantes sont réunies :

- a. La détention de l'actif financier s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est atteint à la fois par la perception de flux de trésorerie contractuels et par la vente d'actifs financiers ;
- b. Les conditions contractuelles de l'actif financier donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû.

Ce poste comprend également les instruments de capitaux propres que l'entité a choisi de comptabiliser à la juste valeur par capitaux propres en application des dispositions de la norme IFRS 9 selon lesquelles l'entité peut faire le choix irrévocable de présenter dans les autres éléments du résultat global les variations ultérieures de la juste valeur d'un placement dans un instrument de capitaux propres.

Ce choix irrévocable doit se faire instrument par instrument.

Ce poste comprend notamment :

- Les instruments de dettes à la juste valeur par capitaux propres recyclables ;
- Les instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables tels que les actions et autres titres à revenu variable et titres de participation non consolidés.

Peuvent être également enregistrés dans cette catégorie, les instruments de dettes de la finance participative remplissant le test SPPI et qui s'inscrivent dans un modèle économique dont l'objectif est atteint à la fois par la perception de flux de trésorerie contractuels et par la vente d'actifs financiers.

Dans le cas où l'établissement retient l'option (1) de présenter distinctement à l'actif et au passif du bilan et au compte de résultat les activités d'assurance, les actifs financiers relevant des placements des activités d'assurance qui sont présentés au poste 9 sont exclus du poste « Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres ».

5. Titres au coût amorti

Ce poste comprend les titres évalués au coût amorti, tels que définis par les dispositions de la norme IFRS 9 et pour lesquels les deux conditions relatives au test SPPI et au modèle économique suivantes sont réunies :

- a. La détention de l'actif financier s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est de détenir des actifs financiers afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels ;
- b. Les conditions contractuelles de l'actif financier donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû.

Ce poste comprend notamment :

- Les effets publics et valeurs assimilées (bons de trésor) ;
- Les obligations et autres titres à revenu fixe subordonnés et non subordonnés.

Dans le cas où l'établissement retient l'option (1) de présenter distinctement à l'actif et au passif du bilan et au compte de résultat les activités d'assurance, les actifs financiers relevant des placements des activités d'assurance qui sont présentés au poste 9 sont exclus du poste « Titres au coût amorti ».

6. Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti

Ce poste comprend les prêts et créances sur les établissements de crédit pour lesquels les deux conditions relatives au test SPPI et au modèle économique sont réunies (*cf. poste 5*).

Ce poste comprend notamment :

- L'ensemble des prêts et des créances détenues au titre d'opérations de banques sur des établissements de crédit et assimilés dont :
 - o Les comptes et prêts au jour le jour ;
 - o Les comptes et prêts à terme ;
 - o Les valeurs reçues en pension ;
 - o Les prêts subordonnés ;
- Les créances sur des établissements de crédit et assimilés issues d'opérations de location-financement ;
- Les dépôts de garantie éligibles à ce poste.

Ce poste enregistre également les instruments de dettes de la finance participative, envers les établissements de crédit, remplissant le test SPPI et qui s'inscrivent dans un modèle économique dont l'objectif est de les détenir afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels (notamment la Mourabaha et l'Ijara Mountahia bi-tamlik).

7. Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti

Ce poste comprend les prêts et créances sur la clientèle pour lesquels les deux conditions relatives au test SPPI et au modèle économique doivent être réunies (*cf. poste 5*).

Ce poste comprend notamment :

- L'ensemble des prêts et des créances détenues au titre d'opérations de banques sur des agents économiques autres que les établissements de crédit et assimilés dont :
 - o Les comptes ordinaires débiteurs ;
 - o Les créances commerciales et autres concours à la clientèle ;
 - o Les valeurs reçues en pension ;
 - o Les créances acquises par affacturage ;
 - o Les prêts subordonnés ;
- Les créances détenues sur des agents économiques autres que les établissements de crédit et assimilés, issues d'opérations de location-financement ;
- Les dépôts de garantie éligibles à ce poste.

Ce poste enregistre également les instruments de dettes de la finance participative, envers la clientèle, remplissant le test SPPI et qui s'inscrivent dans un modèle économique dont l'objectif est de les détenir afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels (notamment la Mourabaha et l'Ijara Mountahia bi-tamlik).

8. Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux

Ce poste enregistre les variations de juste valeur des montants d'actifs ou de passifs faisant l'objet d'une couverture globale de taux d'intérêt conformément aux dispositions d'IAS 39, à l'exception, le cas échéant, de celles relevant des placements des activités d'assurance qui sont présentées au poste 9 (en cas d'option 1).

9. Placements des activités d'assurance

Ce poste comprend les placements des activités d'assurance lorsque l'établissement opte pour l'option 1 mentionnée dans les dispositions générales concernant la présentation des activités d'assurance.

Dans ce cas, ce poste intègre les actifs des activités d'assurance représentatifs :

- Des placements financiers (i.e. en instruments financiers), intégrant notamment les avances faites aux assurés ;
- De placements financiers en unité de comptes ;
- D'instruments dérivés ;
- Les écarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux ;
- Des immeubles de placements.

Le périmètre des actifs ainsi isolés à l'actif du bilan doit correspondre aux actifs de placement des entités d'assurance. Ce poste spécifique aux activités d'assurance fait l'objet d'une note détaillée.

Des postes spécifiques jouxtant le poste 9 peuvent être créés si l'information sur les parts des réassureurs dans les provisions techniques ou les immeubles de placement s'avère pertinente au sens d'IAS 1.

Les autres soldes relatifs à l'activité de l'assurance (i.e. relevant des entités d'assurance) sont regroupés avec les soldes relatifs aux autres postes du bilan en fonction de leur nature et font l'objet d'une présentation spécifique en notes annexes si nécessaire.

10. Actifs d'impôt exigible

Ce poste enregistre l'excédent des acomptes au titre de l'impôt sur les résultats par rapport à l'impôt dû sur ces résultats et, plus globalement, les actifs d'impôts courants tels que définis par la norme IAS 12.

11. Actifs d'impôt différé

Ce poste enregistre le montant des actifs d'impôt différé tels que définis par la norme IAS 12, recouvrables au cours des exercices futurs au titre des différences temporelles déductibles, des déficits fiscaux reportables non utilisés et des crédits d'impôt reportables non utilisés.

12. Comptes de régularisation et autres actifs

Les comptes de régularisation comprennent, notamment, les comptes de règlement et d'encaissement relatifs aux opérations sur titres, les charges constatées d'avance et les produits à recevoir.

Les autres actifs comprennent, notamment :

- Les créances sur le personnel ;
- Les créances sur les organismes sociaux ;
- Les sommes dues par l'Etat, à l'exclusion des actifs d'impôt exigible et différé, inscrits respectivement aux postes 10 et 11 ;
- Les actifs acquis par l'établissement avant leur transfert au client ;
- Les valeurs et emplois divers et les comptes de débiteurs divers qui ne figurent pas dans les autres postes de l'actif.

13. Actifs non courants destinés à être cédés

Ce poste enregistre les actifs ou groupes d'actifs non courants tels que définis par la norme IFRS 5, détenus en vue de leur vente si leur valeur comptable est recouvrée principalement par le biais d'une transaction de vente plutôt que par l'utilisation continue.

14. Participations dans les entreprises mises en équivalence

Ce poste enregistre les actions et autres titres à revenu variable détenus dans les entreprises associées, telles que définies par la norme IAS 28 révisée, ainsi que ceux détenus dans les coentreprises comptabilisées par la méthode de mise en équivalence, conformément aux dispositions de la norme IFRS 11.

15. Immeubles de placement

Ce poste comprend la valeur comptable des immeubles de placement tels que définis par la norme IAS 40, et notamment les biens immobiliers acquis en vue de la location simple et les immeubles vacants détenus en vue d'être loués dans le cadre d'un contrat de location simple (y compris l'ljara tachghilia).

Les immeubles de placement détenus par les entités d'assurance sont comptabilisés dans la ligne 9 « Placement des activités d'assurance ».

16. Immobilisations corporelles

Ce poste comprend les immobilisations corporelles d'exploitation telles que définies par la norme IAS 16 et les droits d'utilisation tels que définis à l'annexe A de la norme IFRS 16 portant sur les contrats de location.

17. Immobilisations incorporelles

Ce poste enregistre les actifs non monétaires identifiables sans substance physique qui satisfont aux critères de comptabilisation en tant qu'immobilisation incorporelle telle que définie par la norme IAS 38.

18. Ecarts d'acquisition

Ce poste enregistre, pour leur montant initial lors de l'entrée d'entités dans le périmètre de consolidation et, le cas échéant, pour leur montant net des sommes inscrites ultérieurement en charges, les écarts d'acquisition positifs déterminés conformément aux dispositions d'IFRS 3.

1.2.3. POSTES DU PASSIF

1. Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux

Ce poste comprend les dettes à vue envers les Banques Centrales, le Trésor public et le Service des chèques postaux du ou des pays où l'établissement est implanté et qui sont exigibles à tout moment, ou dans un délai maximum de 24 heures ou un jour ouvrable. Les autres dettes envers ces institutions sont enregistrées au poste 4 « Dettes envers les établissements de crédit et assimilés ».

2. Passifs financiers à la juste valeur par résultat

Ce poste enregistre notamment :

- Les passifs financiers détenus à des fins de transaction :
 - o Emprunts conclus à des fins de transaction ;
 - o Titres émis à des fins de transaction ;
 - o Valeurs données en pension à des fins de transaction.

- Les passifs financiers sur lesquelles une option de comptabilisation à la juste valeur a été exercée au regard des dispositions de la norme IFRS 9 selon lesquelles l'entité peut, sous certaines conditions, lors de la comptabilisation initiale, désigner irrévocablement un passif financier comme étant évalué à la juste valeur par le biais du résultat net ;
- La juste valeur négative des instruments dérivés qui ne sont pas qualifiés d'instruments de couverture (e.g. : dérivés de transaction et les dérivés de couverture économique) ;
- Les dépôts de garantie éligibles à ce poste.

3. Instruments dérivés de couverture

Ce poste comprend la juste valeur négative des instruments dérivés qualifiés d'instruments de couverture conformément aux dispositions de la norme IFRS 9, à l'exception, le cas échéant, de ceux relevant des placements des activités d'assurance qui sont présentés au poste 12 (en cas d'option 1).

Si l'établissement opte pour le maintien des dispositions IAS 39 en matière de comptabilité de couverture, il devra appliquer les dispositions de la norme IAS 39 en la matière.

Ce poste se décompose en cinq catégories :

- Les dérivés de taux d'intérêt ;
- Les dérivés de taux de change et or ;
- Les dérivés de risque actions ;
- Les dérivés de matière première ;
- Les dérivés pour les autres risques.

4. Dettes envers les établissements de crédit et assimilés

Ce poste recense l'ensemble des passifs financiers comptabilisés au coût amorti au titre d'opérations bancaires à l'égard d'établissements de crédit et assimilés, à l'exception des titres de créance émis présentés au poste 6 et des dettes subordonnées qui figurent au poste 15.

Ce poste comprend notamment :

- Les comptes ordinaires créditeurs ;
- Les comptes et emprunts à vue ;
- Les comptes et emprunts à terme (y compris les comptes d'investissement participatifs) ;
- Les valeurs données en pension ;
- Les dépôts de garantie reçus éligibles à ce poste.

5. Dettes envers la clientèle

Ce poste recense tous les passifs financiers comptabilisés au coût amorti conformément aux dispositions de la norme d'IFRS 9 (*cf. poste 4*), à l'égard des agents économiques autres que les établissements de crédit et assimilés, dans le cadre d'opérations bancaires, et à l'exception des titres de créance émis présentés au poste 6 et des dettes subordonnées qui figurent au poste 15.

Ce poste comprend notamment :

- Les comptes ordinaires créditeurs ;
- Les comptes d'épargne ;
- Les comptes et emprunts à vue ;
- Les comptes et emprunts à terme (y compris les comptes d'investissement participatifs) ;
- Les valeurs données en pension ;
- Les dépôts de garantie reçus éligibles à ce poste.

6. Titres de créance émis

Ce poste comprend les dettes représentées par des titres cessibles émis par l'établissement, à l'exception des bons de caisse et des dettes subordonnées matérialisées par des titres inscrites au poste 15.

Ce poste comprend notamment :

- Les emprunts obligataires ;
- Les certificats de dépôts ;
- Les autres titres de créances négociables ;
- Les titres émis par les banques participatives (e.g. : Sukuk émis).

7. Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux

Ce poste enregistre les variations de juste valeur des actifs ou passifs faisant l'objet d'une couverture globale de taux d'intérêt conformément aux dispositions d'IAS 39, à l'exception, le cas échéant, de celles relevant des placements des activités d'assurance qui sont présentées au poste 12.

8. Passifs d'impôt exigible

Ce poste enregistre le montant de l'impôt sur les résultats payables au titre de l'exercice et, plus globalement, les autres passifs d'impôts courants tels que définis par la norme IAS 12.

9. Passifs d'impôt différé

Ce poste enregistre le montant des passifs d'impôt sur les résultats payables au cours des exercices futurs au titre des différences temporelles imposables tels que définis par la norme IAS 12.

10. Comptes de régularisation et autres passifs

Les comptes de régularisation comprennent, notamment, les comptes de règlement et d'encaissement relatifs aux opérations sur titres, produits constatés d'avance et charges à payer.

Les autres passifs comprennent, notamment :

- Les dettes envers le personnel ;
- Les dettes envers les organismes sociaux ;
- Les sommes dues à l'Etat, à l'exclusion des passifs d'impôt exigible et différé inscrits aux postes 8 et 9 ;
- Les comptes de créditeurs divers qui ne figurent pas dans les autres postes du passif.

11. Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés

Ce poste enregistre les dettes liées aux actifs ou groupes d'actifs non courants détenus en vue de leur vente conformément aux dispositions de la norme IFRS 5.

12. Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance

Ce poste regroupe :

- Les passifs techniques relatifs à des contrats d'assurance (tels que précisés à l'annexe A d'IFRS 4) ;
- Les dettes nées d'opérations d'assurance et de réassurance, dont les dettes envers les assurés ;

- Les instruments dérivés des activités d'assurance, ainsi que les parts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux ;
- La participation aux bénéfices différée passive.

Ce poste spécifique aux activités d'assurance fait l'objet d'une décomposition par nature dans les notes.

13. Provisions

Ce poste enregistre les montants qui répondent aux critères de définition et de comptabilisation des provisions au passif conformément aux dispositions des normes IAS 37, IAS 19 et IFRS 9.

Ce poste comprend, notamment, les provisions relatives aux :

- contrats de garantie financière émis;
- engagements de prêt;
- avantages du personnel, y compris les engagements de retraite, tels que définis par la norme IAS 19.

14. Subventions et fonds assimilés

Ce poste comprend, notamment, les subventions d'investissement, qui sont des fonds non remboursables affectés par un tiers à des financements particuliers et ce, pour la quote-part non encore reprise en compte de résultat si l'établissement a opté pour la méthode de l'étalement de la subvention d'investissement, conformément aux dispositions d'IAS 20.

15. Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie

Ce poste enregistre :

- les dettes subordonnées, à durée déterminée ou indéterminée, matérialisées ou non par un titre, dont le remboursement, en cas de liquidation de l'établissement, ne peut intervenir qu'après le désintéressement de tous les autres créanciers ;
- les fonds spéciaux de garantie, qui sont constitués des fonds de garantie à caractère mutuel et des autres fonds spéciaux de garantie destinés aux crédits distribués par l'établissement ou par d'autres établissements.

16. Capitaux propres

Ce poste comprend les lignes suivantes :

- Capital et réserves liées (poste 17) ;
- Réserves consolidées (poste 18) ;
- Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (poste 19) ;
- Résultat net (poste 20).

17. Capital et réserves liées

Ce poste correspond à la valeur des actions, parts sociales et autres titres composant le capital social de l'établissement consolidant déduction faite des actions propres détenues, ainsi qu'aux sommes qui en tiennent lieu ou qui y sont assimilées, comme notamment les composantes capitaux propres des instruments hybrides émis par l'établissement conformément aux dispositions d'IAS 32 et des transactions dont le paiement est fondé sur des actions de la société mère, conformément aux dispositions d'IFRS 2.

Il comprend également les primes liées au capital souscrit, notamment les primes d'émission, d'apport, de fusion, de scission ou de conversion d'obligations en actions.

18. Réserves consolidées

Ce poste comprend les réserves consolidées y compris l'incidence des changements de méthodes comptables.

Il se décompose en :

- Part du groupe ;
- Part des intérêts minoritaires.

19. Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Ce poste comprend les gains et pertes accumulés sur les opérations comptabilisées directement en capitaux propres recyclables et non recyclables.

Il se décompose en :

- Part du groupe ;
- Part des intérêts minoritaires (participations ne donnant pas le contrôle).

Les gains et les pertes accumulés sur les opérations comptabilisées directement en capitaux propres recyclables comprennent notamment :

- Les écarts de conversion positifs ou négatifs provenant de la conversion des capitaux propres des bilans d'entreprises étrangères exprimés en devises ;
- Les variations de la juste valeur des instruments de dettes évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global présentés au poste 4 du bilan actif ;
- Les dérivés de couverture : Réserve de couverture de flux de trésorerie [partie efficace] ;
- Les couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger [partie efficace].

Les gains et les pertes accumulés sur les opérations comptabilisées directement en capitaux propres non recyclables comprennent notamment :

- Les profits et pertes actuariels sur régimes de pension à prestations définies (IAS 19) ;
- Les variations de la juste valeur des instruments de capitaux propres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global présentés au poste 4 du bilan actif ;

La norme IFRS 9 précise que lors de la comptabilisation initiale, l'entité peut faire le choix irrévocable de présenter dans les autres éléments du résultat global les variations ultérieures de la juste valeur d'un placement dans un instrument de capitaux propres qui entre dans le champ d'application de la présente norme.

- Les variations de la juste valeur des passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat imputables à des variations de leur risque de crédit conformément aux dispositions de la norme IFRS 9 ;
- Les résultats de réévaluation des immobilisations corporelles (IAS 16) et incorporelles (IAS 38).

20. Résultat de l'exercice

Ce poste enregistre le bénéfice ou la perte consolidé(e) de l'exercice. Le résultat net se décompose en :

- Part du groupe ;
- Part des intérêts minoritaires (participations ne donnant pas le contrôle).

2. LE COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE**2.1. MODELE DU COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE**

(en milliers de DH)

	N	N-1
1. + Intérêts, rémunérations et produits assimilés		
2. - Intérêts, rémunérations et charges assimilées		
3. MARGE D'INTERET		
4. + Commissions (Produits)		
5. - Commissions (Charges)		
6. MARGE SUR COMMISSIONS		
7. +/- Gains ou pertes nets résultant des couvertures de position nette		
8. +/- Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat		
8.1 Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction		
8.2 Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat		
9. +/- Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres		
9.1 Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables		
9.2 Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)		
10. +/- Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti		
11. +/- Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par résultat		
12. +/- Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs financiers à la juste valeur par résultat		
13. +/- Produits nets des activités d'assurance		
14. + Produits des autres activités		
15. - Charges des autres activités		
16. PRODUIT NET BANCAIRE		
17. - Charges générales d'exploitation		
18. - Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		
19. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		
20. - Coût du risque		
21. RESULTAT D'EXPLOITATION		
22. +/- Quote-part du résultat net des entreprises associées et des coentreprises mises en équivalence		
23. +/- Gains ou pertes nets sur autres actifs		
24. +/- Variations de valeur des écarts d'acquisition		
25. RESULTAT AVANT Impôts		
26. - Impôts sur les résultats		
27. +/- Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession		
28. RESULTAT NET		
29. Intérêts minoritaires (ou Participations ne donnant pas le contrôle)		
30. RESULTAT NET – PART DU GROUPE (ou des propriétaires de la société mère)		
31. Résultat de base par action		
32. Résultat dilué par action		

2.2. COMMENTAIRES SUR LES POSTES DU COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

2.2.1. PRINCIPES GENERAUX DE PRESENTATION

Les normes de l'IASB publiées à ce jour ne définissent pas de principe de présentation des variations de juste valeur des instruments financiers et en particulier ne précisent pas s'il convient de distinguer et de présenter séparément les intérêts courus et échus inclus dans les variations de valeur d'un instrument financier. Aussi, le PCEC a été élaboré en respectant l'esprit des normes de l'IASB à ce sujet. L'établissement consolidant doit indiquer dans les notes annexes l'option retenue.

La définition des postes du compte de résultat repose sur les principes décrits ci-après.

1/ Les variations de valeur des instruments financiers dérivés de couverture de juste valeur sont scindées entre ;

- Les intérêts courus et échus enregistrés dans la marge d'intérêts (poste 1 « Intérêts, rémunérations et produits assimilés » ou poste 2 « Intérêts, rémunérations et charges assimilées »), et,
- Les variations de valeur calculées « pied de coupon », c'est-à-dire hors intérêts courus, enregistrées dans le poste 8 « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

A l'exception des couvertures de position nette selon IFRS 9, voir principe n° 7.

2/ Les montants repris des capitaux propres en compte de résultat provenant des variations de valeur des instruments de couverture de flux de trésorerie suivent ce même principe.

Ainsi, selon ce principe, les montants repris des capitaux propres au compte de résultat au titre des opérations de couverture de flux de trésorerie liées aux taux d'intérêt sont présentés dans le poste 1 « Intérêts, rémunérations et produits assimilés » ou dans le poste 2 « Intérêts et charges assimilées » dans la mesure où les intérêts de l'instrument couvert sont enregistrés dans l'un de ces deux postes.

A l'exception des couvertures de position nette selon IFRS 9, voir principe n° 7.

3/ En ce qui concerne la présentation dans le produit net bancaire des variations de valeur des instruments financiers à la juste valeur par résultat, les deux modalités de présentation suivantes sont envisageables :

- Les variations de valeur des instruments financiers à la juste valeur par résultat sont enregistrées dans le poste 8 « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » ;
- Les variations de valeur des instruments financiers à la juste valeur par résultat sont scindées entre :
 - o Les intérêts courus et échus enregistrés dans la marge d'intérêt (poste 1 « Intérêts, rémunérations et produits assimilés » ou poste 2 « Intérêts, rémunérations et charges assimilées »), et,
 - o Les variations de valeur calculées « pied de coupon » enregistrées dans le poste 8 « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

4/ Le poste 8 « Gains ou pertes nets sur opérations sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » comprend les gains et pertes résultant de l'inefficacité des opérations de couverture, à savoir :

- Pour la couverture de juste valeur, les variations de valeur au pied de coupon de l'élément couvert et de l'instrument de couverture ;
- Pour les couvertures de flux de trésorerie, la partie inefficace des variations de valeur au pied de coupon de l'instrument de couverture.

5/ Le résultat de cession ou de rupture d'un instrument de couverture est enregistré dans le même poste que celui enregistrant le résultat sur l'élément couvert.

Ainsi, si dans une relation de couverture de juste valeur, l'élément couvert est un actif financier à la juste valeur par capitaux propres qui a été cédé, le résultat de cession ou de rupture de l'instrument de couverture est enregistré dans le poste 9 « Gains ou pertes nets sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres ».

De même, si dans une relation de couverture de flux de trésorerie, l'élément couvert est cédé, le résultat de cession ou de rupture de l'instrument de couverture est enregistré dans le poste d'origine de l'élément couvert, à savoir, par exemple, le poste 1 « Intérêts, rémunérations et produits assimilés » ou le poste 2 « Intérêts, rémunérations et charges assimilées ».

6/ Les principes décrits, ci-dessus, s'appliquent aux opérations de macro-couverture selon IAS 39.

7/ Pour les établissements appliquant les dispositions de la norme IFRS 9 relatives aux couvertures de position nette :

- L'effet des couvertures de position nette est présenté dans un poste spécifique du compte de résultat dénommé « gains ou pertes nets résultant des effets des couvertures de position nette ». A ce titre, la norme précise que dans le cas d'une couverture d'un groupe d'éléments comportant des positions de risque qui se compensent et dont les risques couverts n'influent pas sur le même poste de l'état du résultat net et des autres éléments du résultat global, les profits et pertes de couverture comptabilisés dans cet état doivent être présentés séparément de ceux qui se rapportent aux éléments couverts.
- En cas de couverture de juste valeur d'une position nette, les éléments couverts sont ajustés de l'effet de la couverture.

8/ Les mouvements de provisions sont classés dans les postes auxquels ils se rapportent.

9/ Les décotes pour restructuration des créances ainsi que les dotations et reprises pour dépréciation des prêts et créances sont présentées comme suit :

- Les dépréciations des prêts et créances sont présentées dans le coût du risque à l'exclusion de celles relatives aux intérêts, lesquelles sont présentées, comme les intérêts ainsi dépréciés, dans la marge d'intérêt ;
- Les décotes calculées lors de la restructuration des créances sont présentées dans le coût du risque ;
- Les dotations et reprises pour dépréciation sont présentées dans le coût du risque à l'exception des dotations pour dépréciation relatives aux intérêts, lesquelles sont présentées, comme les intérêts ainsi dépréciés, dans la marge d'intérêt ;
- L'augmentation de la valeur comptable du prêt ou de la créance due à l'effet temps, est présentée dans la marge d'intérêt ;
- L'augmentation de la valeur comptable provenant de l'amortissement de la décote, du fait de l'effet temps, est présentée dans la marge d'intérêt.

2.2.2. DEFINITIONS

1. Intérêts et produits assimilés.

Ce poste comprend les intérêts, rémunérations et produits assimilés, y compris les commissions ayant le caractère d'intérêts calculés conformément aux dispositions des normes IFRS 9 ou IFRS 15 relative aux produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients.

Figurent notamment à ce poste les éléments suivants :

- Les intérêts courus et échus des instruments de dettes (titres, prêts ou créances), comptabilisés dans la catégorie des actifs financiers comptabilisés au coût amorti, ou en juste valeur par capitaux propres, qu'ils fassent ou non l'objet d'une couverture en juste valeur. Ce poste intègre également l'étalement de la prime initiale ou de la décote sur la durée de vie résiduelle de ces instruments, lorsque leur prix d'acquisition est inférieur ou supérieur à leur prix de remboursement ;
- La rémunération des instruments de dettes des banques participatives (Mourabaha, Salam, Sukuk) ;
- Les intérêts courus et échus des instruments de couverture de juste valeur des instruments de dettes (titres, prêts ou créances) comptabilisés au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres ;
- Les montants recyclés des capitaux propres au compte de résultat des opérations de couverture de flux de trésorerie (à l'exception de celles résultant des couvertures de position nette selon IFRS 9, positionnées au poste 7) liées au taux d'intérêt dans la mesure où les intérêts de l'instrument couvert sont enregistrés dans ce poste (à l'exception des couvertures de position nette, voir poste 7) ;
- Les produits sur opérations de location-financement ayant une nature d'intérêts ;
- La marge locative sur opérations d'Ijara Montahia bi-tamlik ;
- Les intérêts recalculés au taux d'intérêt effectif d'origine sur les créances dépréciées, y compris les créances restructurées ;
- Les produits sur dépôts d'investissement.

Dans le cas où l'établissement retient l'option (1) de présenter distinctement à l'actif et au passif du bilan et au compte de résultat les activités d'assurance, les intérêts, rémunérations et produits assimilés relatifs aux placements de ces activités sont présentés au poste 13 « Produit net des activités d'assurance ».

2. Intérêts, rémunérations et charges assimilées.

Ce poste comprend les intérêts et charges assimilées, y compris les commissions ayant le caractère d'intérêts calculées conformément aux dispositions des normes IFRS 9 ou IFRS 15.

Figurent notamment à ce poste les éléments suivants :

- Les intérêts courus et échus sur les instruments de dettes (titres de créance émis, dettes financières envers la clientèle ou les établissements de crédit et assimilés) comptabilisés dans la catégorie des passifs financiers comptabilisés au coût amorti, qu'ils fassent ou non l'objet d'une couverture en juste valeur. Ce poste intègre également l'étalement de la

prime (ou de la décote) sur la durée de vie résiduelle de ces instruments, lorsque leur prix d'émission est inférieur (ou supérieur) à leur prix de remboursement ;

- La rémunération des dettes et émissions des banques participatives ;
- Les intérêts courus et échus des instruments de couverture de juste valeur des passifs financiers figurant dans les instruments de dettes ;
- Les montants recyclés des capitaux propres au compte de résultat des opérations de couverture de flux de trésorerie (à l'exception de celles résultant des couvertures de position nette selon IFRS 9, positionnées au poste 7) liées au taux d'intérêt dans la mesure où les intérêts de l'instrument couvert sont enregistrés dans ce poste ;
- Les charges sur opérations de location-financement ayant une nature d'intérêts ;
- La marge locative sur opérations d'Ijara Montahia bitamlik ;
- Les décotes initiales sur les prêts et les créances à des conditions hors marché ;
- Les charges sur dépôts d'investissement.

3. Marge d'intérêt

Ce solde intermédiaire exprime le résultat sur les rémunérations, intérêts et produits assimilés rémunérant les prêts et financements octroyés par l'établissement et les rémunérations, intérêts et charges assimilées sur le recours à des emprunts et financements.

4. Commissions (Produits)

Ce poste recouvre l'ensemble des produits rétribuant les services fournis à des tiers, à l'exception de ceux ayant une nature d'intérêt qui figurent au poste 1 « Intérêts, rémunérations et produits assimilés » du compte de résultat, et à l'exception, le cas échéant, de ceux relevant des activités d'assurance qui sont présentés au poste 13.

Ce poste comprend notamment les commissions perçues sur :

- Opérations avec les établissements de crédit ;
- Opérations avec la clientèle ;
- Opérations sur titres ;
- Opérations de change ;
- Moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers.

5. Commissions (Charges)

Ce poste recouvre l'ensemble des charges découlant du recours aux services de tiers, à l'exception de celles ayant une nature d'intérêt qui figurent au poste 2 « Intérêts et charges assimilées » du compte de résultat, et à l'exception, le cas échéant, de celles relevant des activités d'assurance qui sont présentées au poste 13.

Ce poste comprend notamment les commissions servies sur :

- Opérations avec les établissements de crédit ;
- Opérations avec la clientèle ;
- Opérations sur titres ;
- Opérations de change ;
- Moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers ;

6. Marge sur commissions

Ce solde intermédiaire exprime le résultat sur les commissions rémunérant les services fournis par l'établissement et les commissions rémunérant le recours aux services de tiers.

7. Gains ou pertes nets résultant des couvertures de position nette

Dans le cas où l'établissement utilise les dispositions d'IFRS 9 relatives aux opérations de couverture, ce poste intègre l'impact, en résultat, des effets des couvertures de position nette, telles que prévues par les dispositions de la norme IFRS 9 (cf. 2.2.1 – Principes généraux de présentation § 7) :

- Le recyclage des couvertures de flux de trésorerie futurs comptabilisées en capitaux propres ;
- Les variations de valeurs des éléments de position nette couverts en juste valeur et celles des dérivés de couverture rattachés.

8. Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

Pour les instruments financiers à la juste valeur par résultat, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :

- Les dividendes provenant d'actions et autres instruments de capitaux propres ;
- Les intérêts courus et échus sur instruments de dettes, sauf si l'établissement les présente dans les postes 1 « Intérêts, rémunérations et produits assimilés » ou 2 « Intérêts, rémunérations et charges assimilées » ;
- Les variations de juste valeur (« pied de coupon » pour les instruments de dettes) ;
- Les plus et moins-values résultant de décomptabilisations ;
- Les intérêts courus et échus des instruments dérivés n'entrant pas dans une relation de couverture si l'établissement ne les présente pas dans les postes 1 « Intérêts, rémunérations et produits assimilés » ou 2 « Intérêts, rémunérations et charges assimilées ».

Ce poste comprend également l'inefficacité résultant des opérations de couverture à l'exception de celles résultant des couvertures de position nette selon IFRS 9, positionnées au poste 7.

L'inefficacité des couvertures de juste valeur résulte de la différence entre :

- Les variations de juste valeur (« pied de coupon » pour les instruments de dettes) de la composante couverte des éléments couverts ;
- Les variations de juste valeur (« pied de coupon » pour les instruments de dettes) des instruments de couverture rattachés.

Dans le cas où l'établissement retient l'option (1) de présenter distinctement à l'actif et au passif du bilan et au compte de résultat les activités d'assurance, les gains ou pertes nets sur les placements des activités d'assurance à la juste valeur par résultat ne sont pas présentés dans ce poste mais au poste 13.

9. Gains ou pertes nets sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

Pour les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :

- La rémunération des actions et des autres instruments de capitaux propres ;

- Les résultats de décomptabilisation d'actifs financiers représentatifs d'instruments de dettes nets des effets de couverture, provenant notamment d'opérations de titrisation.

Dans le cas où l'établissement retient l'option (1) de présenter distinctement à l'actif et au passif du bilan et au compte de résultat les activités d'assurance, les gains ou pertes nets sur les placements des activités d'assurance à la juste valeur par capitaux propres ne sont pas repris dans ce poste mais sont présentés au poste 13.

10. Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti

Ce poste comprend les plus et moins-values résultant de la décomptabilisation de titres de dette ou des prêts et créances classés en actifs financiers au coût amorti, (cf. § 1.2.2 – 6. Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti et 7. Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti), par exemple lors d'opérations de titrisation, et y compris les effets de couverture.

Dans le cas où l'établissement retient l'option (1) de présenter distinctement à l'actif et au passif du bilan et au compte de résultat les activités d'assurance, les gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti, représentatifs des placements des activités d'assurance, ne sont pas repris dans ce poste mais sont présentés au poste 13.

11. Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par résultat

Lors de reclassements autorisés en vertu des dispositions de la norme IFRS 9 et restrictivement dans le cadre de changement de modèle d'activité, l'écart enregistré en résultat entre le coût amorti de l'actif financier et sa valeur de marché à la date du reclassement est présenté dans ce poste spécifique.

La norme IFRS 9 prévoit que lorsque l'entité change de modèle économique pour la gestion de ses actifs financiers, et seulement alors, elle doit reclasser tous les actifs financiers concernés.

Dans le cas où l'établissement retient l'option (1) de présenter distinctement à l'actif et au passif du bilan et au compte de résultat les activités d'assurance, les gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par résultat des activités d'assurance sont présentés au poste 13.

12. Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs financiers à la juste valeur par résultat

Lors de reclassements autorisés en vertu des dispositions de la norme IFRS 9 et restrictivement dans le cadre de changement de modèle d'activité, l'écart de réévaluation accumulé en capitaux propres est transféré en résultat à la date de reclassement, au niveau de ce poste spécifique.

La norme IFRS 9 prévoit que lorsque l'entité change de modèle économique pour la gestion de ses actifs financiers, et seulement alors, elle doit reclasser tous les actifs financiers concernés.

Dans le cas où l'établissement retient l'option (1) de présenter distinctement à l'actif et au passif du bilan et au compte de résultat les activités d'assurance, les gains ou pertes nets

résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs financiers à la juste valeur par résultat des activités d'assurance sont présentés au poste 13.

13. Produit net des activités d'assurance

Si l'entité n'opte pas pour la présentation de ces informations au compte de résultat, elle fournit ces mêmes informations dans les notes.

Le poste « Produit net des activités d'assurance » comprend, en cohérence avec le format des comptes consolidés des organismes d'assurance établis selon les normes internationales, les éléments suivants du compte de résultat:

- Le chiffre d'affaires des activités d'assurance comprend les primes émises et la variation de provision pour primes non acquises (qui constituent un sous-total « Primes acquises ») des contrats d'assurance et des contrats d'investissement avec la participation discrétionnaire au sens d'IFRS 4 ;
- Le produit des placements net de charges notamment :
 - o Les produits de placement y compris les produits des immeubles de placement ;
 - o Les charges de placement, et les autres charges financières hors charge de financement ;
 - o Les plus et moins-values de cession de placements y compris sur les immeubles de placement ;
 - o Les amortissements, dépréciations et reprises de dépréciation des placements (y compris immeubles de placement) et autres actifs (dont les actifs donnés en location simple), comptabilisés au coût amorti ;
 - o La variation de juste valeur des placements (y compris immeubles de placement) comptabilisés à la juste valeur par résultat.
- Les amortissements des frais d'acquisition ;
- Les charges de prestations externes des contrats qui comprennent la charge des prestations sur contrats d'assurance et sur contrats d'investissement avec participation discrétionnaire (charges des prestations versées, dotations et reprises aux passifs techniques), y compris la rémunération des assurés (participation aux bénéfices différée), ainsi que les variations de valeur des contrats d'investissement, notamment pour ce qui concerne les contrats en unités de compte ;
- Le résultat des cessions en réassurance défini comme la somme des primes cédées, nettes des charges des prestations cédées et des commissions ;
- Le cas échéant :
 - o Les gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti ;
 - o Les gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs financiers à la juste valeur par résultat.

Ce poste spécifique aux activités d'assurance fait l'objet d'une décomposition par nature dans les notes.

Les autres soldes relatifs à l'activité de l'assurance (i.e. relevant des entités d'assurance telles que définies précédemment) sont regroupés avec les soldes relatifs aux autres postes du compte de résultat en fonction de leur nature et peuvent faire l'objet d'une présentation spécifique en fonction de leur caractère significatif et pertinent en notes.

14. Produits des autres activités

Ce poste enregistre les produits provenant des autres activités à l'exclusion de ceux ayant le caractère d'intérêt, inscrits au poste 1 « Intérêts, rémunérations et produits assimilés », et ceux ayant la nature de commission, inscrits au poste 4 « Commissions (Produits) ».

Ce poste comprend notamment :

- Les produits des opérations de location-financement autres que ceux portés au poste 1 « Intérêts, rémunérations et produits assimilés » ;
- Les produits sur opérations de promotion immobilière ;
- Les produits sur opérations de location simple et d'Ijara Tachghilia (loyers perçus, plus-values de cession) ;
- Les produits, les reprises de dépréciation (en cas d'évaluation au coût) ou les variations de valeur positives (en cas d'évaluation à la juste valeur) des immeubles de placement ;

Dans le cas où l'établissement retient l'option (1) de présenter distinctement à l'actif et au passif du bilan et au compte de résultat les activités d'assurance, les produits des activités d'assurance ne sont pas repris dans ce poste mais sont présentés au poste 13.

15. Charges des autres activités

Ce poste enregistre les charges provenant des autres activités à l'exclusion de celles ayant le caractère d'intérêt, inscrites au poste 2 « Intérêts, rémunérations et charges assimilées », et celles ayant la nature de commission, inscrites au poste 5 « Commissions (Charges) ».

Ce poste comprend notamment :

- Les charges sur opérations de location-financement et d'Ijara Montahia bitamlik autres que celles figurant au poste 2 ;
- Les charges sur opérations de promotion immobilière ;
- Les charges sur opérations de location simple d'Ijara Tachghilia, notamment les dotations aux amortissements et les moins-values de cession ;
- Les charges, les dotations aux amortissements (si évaluation au coût) ou les variations de valeur négatives (si évaluation à la juste valeur) des immeubles de placement.

Dans le cas où l'établissement retient l'option (1) de présenter distinctement à l'actif et au passif du bilan et au compte de résultat les activités d'assurance, les charges des activités d'assurance ne sont pas repris dans ce poste mais sont présentés au poste 13.

16. Produit net bancaire

Ce solde intermédiaire représente la différence entre les produits et les charges portés aux postes 1 à 15.

17. Charges générales d'exploitation

Ce poste comprend notamment :

- Les charges de personnel, dont les salaires, les appointements et les gratifications au personnel ainsi que les charges sociales y afférentes ;
- Les charges de l'exercice relatives aux engagements envers le personnel, déterminées conformément à la norme IAS 19 (y compris les effets de la désactualisation) et les paiements fondés sur les actions déterminés conformément à la norme IFRS 2 ;
- Les autres frais administratifs, dont les impôts et taxes et les charges externes ;
- Les coûts liés aux restructurations (autre que les restructurations des créances) ;
- Les autres charges générales liées à l'exploitation.

18. Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles

Ce poste couvre les dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles affectées à l'exploitation.

19. Résultat brut d'exploitation

Ce solde correspond à la différence entre le produit net bancaire et les montants des postes 17 « Charges générales d'exploitation » et 18 « Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles ».

20. Coût du risque

Ce poste comprend, au titre du risque de crédit :

- Les flux de provisions et dépréciations couvrant les pertes à douze mois et à maturité relatifs aux tel que défini par IFRS 9:
 - o Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti ou en juste valeur par capitaux propres ;
 - o Engagements ne répondant pas à la définition d'instruments financiers dérivés.
- Les pertes sur créances irrécouvrables, ainsi que les récupérations sur créances antérieurement comptabilisées en pertes.

21. Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation correspond à la différence entre le résultat brut d'exploitation et le montant du poste 20 « Coût du risque ».

22. Quote-part du résultat net des entreprises associées et des coentreprises mises en équivalence

Ce poste enregistre la quote-part de l'établissement dans le résultat des entreprises associées et des coentreprises dont les titres sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence, y compris les variations de valeur des écarts d'acquisition des sociétés mises en équivalence.

23. Gains ou pertes nets sur autres actifs

Ce poste comprend les gains ou pertes nets sur cessions d'actifs corporels et incorporels affectés à l'exploitation de l'établissement, ainsi que sur les titres consolidés inclus dans le périmètre de consolidation, et autres que ceux présentés au poste 27.

24. Variations de valeur des écarts d'acquisition

Ce poste enregistre les variations de valeur des écarts d'acquisition et les écarts d'acquisition négatifs.

25. Résultat avant impôt

Le résultat avant impôt correspond au total du résultat d'exploitation et des montants des postes 22 « Quote-part du résultat des entreprises mises en équivalence », 23 « Gains ou pertes nets sur autres actifs » et 24 « Variations de valeur des écarts d'acquisition ».

26. Impôts sur les résultats

Ce poste correspond à la charge nette de l'impôt exigible et différé sur les résultats, à l'exception des montants pris en compte pour le calcul du solde du poste 27 « Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession ».

27. Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession

Ce poste enregistre le résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession conformément la norme IFRS 5.

28. Résultat net

Ce poste enregistre le bénéfice ou la perte consolidé(e) de l'exercice, résultant de la somme des postes 25 à 27.

29. Intérêts minoritaires

Il s'agit de la quote-part des intérêts minoritaires dans le bénéfice ou la perte consolidé(e) de l'exercice.

30. Résultat net - part du groupe

Il s'agit de la quote-part du groupe dans le bénéfice ou la perte consolidé(e) de l'exercice.

31. Résultat de base par action

Le résultat de base par action est calculé conformément aux dispositions d'IAS 33.

32. Résultat dilué par action

Le résultat dilué par action est calculé conformément aux dispositions d'IAS 33.

3. ETAT DU RESULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

3.1. PRESENTATION DE L'ETAT DU RESULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

Selon la norme IAS 1, les éléments comptabilisés directement en capitaux propres, classés en fonction de leur nature (y compris la quote-part des entreprises mises en équivalence), sont répartis entre :

- Les éléments recyclables en résultat net ;
- Les éléments non recyclables en résultat net.

Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	N	N-1
1. Résultat net		
Éléments recyclables en résultat net :		
2. Écarts de conversion ⁽¹⁾		
3. Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres ⁽¹⁾ recyclables		
4. Réévaluation des instruments dérivés de couverture ⁽¹⁾ d'éléments recyclables		
5. Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence ⁽¹⁾		
6. Autres éléments comptabilisés par capitaux propres et recyclables ⁽²⁾		
7. Impôts liés ⁽¹⁾		
Éléments non recyclables en résultat net :		
8. Réévaluation des immobilisations ⁽¹⁾		
9. Réévaluation (ou écarts actuariels) au titre des régimes à prestations définies ⁽¹⁾		
10. Réévaluation du risque de crédit propre des passifs financiers ayant fait l'objet d'une option de comptabilisation à la juste valeur par résultat ^(nb1)		
11. Réévaluation des instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres ^(nb1)		
12. Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises mises en équivalence ⁽¹⁾ non recyclables		
13. Autres éléments comptabilisés par capitaux propres non recyclables ⁽²⁾		
14. Impôts liés ⁽¹⁾		
15. Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		
16. Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		
17. Dont part du Groupe (ou des propriétaires de la société mère)		
18. Dont part des intérêts minoritaires (ou participations ne donnant pas le contrôle)		

⁽¹⁾ les rubriques 2 à 14 peuvent également être présentées au choix de l'établissement pour leur montant net d'impôt. Ce choix a également une incidence sur l'information demandée dans les notes. Il est également possible de présenter en complément le détail de la part du groupe et de la part des intérêts minoritaires dans chaque composante des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.

⁽²⁾ A détailler en notes.

3.2. COMMENTAIRES DES POSTES DE L'ETAT DU RESULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

1. Résultat net

Ce poste enregistre le bénéfice ou la perte consolidé(e) de l'exercice. Il reprend le poste 28 du compte de résultat.

2. Écarts de conversion

Ce poste enregistre les écarts de conversion sur les filiales étrangères conformément aux dispositions d'IAS 21.

3. Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables

Ce poste enregistre les variations de valeur des actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables, conformément aux dispositions d'IFRS 9.

4. Réévaluation des instruments dérivés de couverture d'éléments recyclables

Ce poste enregistre les variations de valeur des instruments financiers utilisés en couverture de flux de trésorerie et d'investissements nets en devises conformément aux dispositions d'IFRS 9.

5. et 12. Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence

Ce poste enregistre la quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence conformément aux normes IAS 28 et IFRS 11, en distinguant les éléments recyclables des éléments non recyclables.

6. Autres éléments comptabilisés par capitaux propres et recyclables

Ce poste intègre notamment les effets des réévaluations liées aux valeurs temps des options (IAS 1), et au report/déport des contrats à terme et au *foreign currency basis spread* comptant (IAS 1), lorsqu'ils ont été exclus de la relation de couverture conformément aux dispositions de la norme IFRS 9.

7. et 14. Impôts liés

Ce poste enregistre les impôts exigibles ou différés relatifs aux gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres conformément à la norme IAS 12, en distinguant ceux liés aux éléments recyclables de ceux liés aux éléments non recyclables.

8. Réévaluation des immobilisations

Ce poste enregistre les réévaluations des immobilisations conformément aux normes IAS 16, IAS 38.

9. Réévaluation (ou écarts actuariels) au titre des régimes à prestations définies

Ce poste enregistre les effets de la réévaluation (ou écarts actuariels) de la dette et des actifs des régimes à prestations définies, non recyclables en résultat net, conformément à la norme IAS 19.

10. et 11. Montant du transfert en réserves d'éléments non recyclables

Les éléments non recyclables en résultat net, transférés en réserves selon le choix de l'établissement, peuvent notamment concerner :

- Les réévaluations cumulées d'instruments de capitaux propres comptabilisés en juste valeur par capitaux propres, suite à leur décomptabilisation ;
- Les réévaluations cumulées du risque de crédit propre de passifs financiers comptabilisés en juste valeur par résultat, suite à leur décomptabilisation.

13. Autres éléments comptabilisés par capitaux propres et non recyclables

Ce poste intègre notamment la part efficace et non efficace conformément aux dispositions de la norme IFRS 9 des dérivés de couverture d'instruments de capitaux propres comptabilisés en juste valeur par capitaux propres (IAS 1).

En matière de comptabilité de couverture, la norme IFRS 9 prévoit notamment que si l'élément couvert est un instrument de capitaux propres pour lequel l'entité a choisi de présenter les variations de la juste valeur dans les autres éléments du résultat global, il faut que l'exposition couverte soit susceptible d'influer sur les autres éléments du résultat global. Si c'est le cas, et seulement alors, l'inefficacité de la couverture comptabilisée est présentée dans les autres éléments du résultat global.

15. Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Il s'agit de la somme des postes 2 à 14.

16. Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Il s'agit de la somme des postes 1 et 15.

17. Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part du Groupe

Ce poste représente la part du Groupe dans le total du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.

18. Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part des minoritaires

Ce poste représente la part des intérêts minoritaires dans le total du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.

4. LE TABLEAU DES VARIATIONS DE CAPITAUX PROPRES (TVCP)

4.1. MODELE DU TVCP

(en milliers de DH)

		Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables (5)	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables (6)	Capitaux propres part Groupe (7)	Intérêts minoritaires (8)	Total (9)
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
1	Capitaux propres clôture n-2									
2	Impact des changements de méthodes comptables et corrections d'erreurs									
3	Capitaux propres clôture n-2 corrigés									
4	Opérations sur capital									
5	Paiements fondés sur des actions									
6	Opérations sur actions propres									
7	Composante capitaux propres des instruments hybrides									
8	Dividendes									
9	Résultat de l'exercice									
10	Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions (A)									
11	Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat (B)									
12	Ecarts de conversion : variations et transferts en Résultat (C)									
13	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (A) + (B) + (C)									
14	Variation de périmètre									
15	Capitaux propres clôture n-1									
16	Changement de méthodes comptables et corrections d'erreurs									
17	Capitaux propres clôture n-1 corrigés									
18	Opérations sur capital									
19	Paiements fondés sur des actions									
20	Opérations sur actions propres									
21	Composante capitaux propres des instruments hybrides									
22	Dividendes									
23	Résultat de l'exercice									
24	Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions (D)									
25	Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat (E)									
26	Ecarts de conversion : variations et transferts en résultat (F)									
27	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (D) + (E) + (F)									
28	Variation de périmètre									
29	Capitaux propres clôture n									

4.2. COMMENTAIRE SUR LES POSTES DU TVCP

4.2.1. DISPOSITIONS GENERALES

Les variations de capitaux propres entre deux dates de clôture reflètent l'augmentation ou la diminution de l'actif net au cours de l'exercice ou de la période comptable.

La variation globale des capitaux propres au cours d'un exercice ou d'une période comptable représente le montant total des produits et des charges comptabilisés dans le résultat ou directement en tant que variations des capitaux propres.

Le tableau des variations de capitaux propres doit refléter les éléments suivants :

- Le résultat de la période ;
- Les éléments de produits et de charges de la période comptabilisés directement dans les capitaux propres conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations SIC/IFRIC, ainsi que le total de ces éléments ;
- Le total des produits et des charges de la période figurant aux alinéas précédents, en distinguant séparément les montants totaux attribuables aux porteurs de capitaux propres de l'établissement de crédit (consolidant) et ceux attribuables au titre des intérêts minoritaires ;
- Pour chaque composante des capitaux propres, l'effet des changements de méthodes comptables et des corrections d'erreurs comptabilisées conformément aux dispositions d'IAS 8.

Le TVCP mentionne expressément les dates de début et de fin d'exercice ou de la période comptable.

Les différents montants portés aux colonnes et aux lignes du TVCP font l'objet de notes détaillées pour expliquer leur nature et leur composition.

Les montants négatifs sont mentionnés entre parenthèses.

4.2.2. DEFINITIONS

- **Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables (colonne 5) :** ils incluent les gains et les pertes accumulés sur les opérations comptabilisées directement en capitaux propres **recyclables** qui comprennent notamment :
 - Les écarts de conversion positifs ou négatifs provenant de la conversion des capitaux propres des bilans d'entreprises étrangères exprimés en devises
 - Les variations de la juste valeur des instruments de dettes évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global présentés au poste 4 du bilan actif
 - Les dérivés de couverture : Réserve de couverture de flux de trésorerie [partie efficace]
 - Les couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger [partie efficace]
- **Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables (colonne 6) :** ils incluent les gains et les pertes accumulés sur les opérations comptabilisées directement en capitaux propres **non recyclables** qui comprennent notamment :

- Les profits et pertes actuariels sur régimes de pension à prestations définies (IAS 19) ;
 - Les variations de la juste valeur des instruments de capitaux propres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global présentés au poste 4 du bilan actif ;
La norme IFRS 9 précise que lors de la comptabilisation initiale, l'entité peut faire le choix irrévocable de présenter dans les autres éléments du résultat global les variations ultérieures de la juste valeur d'un placement dans un instrument de capitaux propres qui entre dans le champ d'application de la norme IFRS 9.
 - Les variations de la juste valeur des passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat imputables à des variations de leur risque de crédit conformément aux dispositions de la norme IFRS 9 ;
 - Les résultats de réévaluation des immobilisations corporelles (IAS 16) et incorporelles (IAS 38).
- **Paiements fondés sur des actions (lignes 5 et 19) :** Ce poste enregistre les transactions dont le paiement est basé sur des actions et qui sont réglées en instruments de capitaux propres conformément à l'IFRS 2. Ce poste ne figure au TVCP que si le montant correspondant est significatif. Dans le cas contraire, ces opérations sont portées au poste « Opérations sur le capital ». Le résultat de l'exercice comporte la charge, en contrepartie des postes « Capital » et « Réserves liées au capital ».
 - **Opérations sur actions propres (lignes 6 et 20) :** Lorsque ces opérations sont significatives, l'établissement en donne le détail dans une note, en distinguant notamment les rachats directs ou indirects d'actions, les annulations, les réémissions et reventes, ainsi que les résultats y afférents.

5. LE TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE (TFT)

5.1. MODELE DU TFT

(en milliers de DH)

FLUX DE TRESORERIE		
	N	N-1
1. Résultat avant impôts (A)		
2. +/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles		
3. +/- Dotations nettes pour dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations		
4. +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers		
5. +/- Dotations nettes aux provisions		
6. +/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence		
7. +/- Perte nette/gain net des activités d'investissement		
8. +/- Produits/charges des activités de financement		
9. +/- Autres mouvements		
10. = Total (2) à (9) des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements (B)		
11. +/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit et assimilés		
12. +/- Flux liés aux opérations avec la clientèle		
13. +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers		
14. +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers		
15. - Impôts versés		
16. = Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles (Total des éléments 11 à 15) (C)		
17. FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE OPERATIONNELLE (Total des éléments A, B et C) (D)		
18. +/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations		
19. +/- Flux liés aux immeubles de placement		
20. +/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles		
21. FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT (Total des éléments 18 à 20) (E)		
22. +/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires		
23. +/- Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement		
24. FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT (Total des éléments 22 et 23) (F)		
25. Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie		
26. AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRESORERIE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE (Total des éléments D, E et F)		
COMPOSITION DE LA TRESORERIE		
	N	N-1
27. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE A L'OUVERTURE		
28. Caisse, banques centrales, CCP (actif & passif)		
29. Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit		
30. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE A LA CLOTURE		
31. Caisse, banques centrales, CCP (actif & passif)		
32. Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit		
33. VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE		

5.2. COMMENTAIRES SUR LES POSTES DU TFT

5.2.1. DISPOSITIONS GENERALES

Le tableau des flux de trésorerie fait mention expresse des dates de début et de fin d'exercice ou de la période.

Présenté selon la méthode indirecte, le tableau des flux de trésorerie fait état des entrées et sorties de trésorerie et d'équivalents de trésorerie tels qu'ils sont définis par IAS 7.

Les différents montants portés au TFT font l'objet de notes détaillées pour expliquer leur nature et leur composition.

La trésorerie comprend les valeurs en caisse, les dépôts à vue, les prêts et emprunts à vue auprès notamment des banques centrales et des établissements de crédit.

Les équivalents de trésorerie sont les placements à court terme, très liquides qui sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Les entrées et sorties de trésorerie et d'équivalents de trésorerie sont présentées séparément pour chaque catégorie d'activité, à savoir :

- les flux de trésorerie générés par l'activité opérationnelle ;
- les flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement ;
- les flux de trésorerie liés aux opérations de financement.

Les activités opérationnelles sont représentatives des principales activités génératrices de produits de l'établissement et toutes les autres activités qui ne sont pas des activités d'investissement ou de financement.

Les activités d'investissement représentent les acquisitions et les sorties d'actifs à long terme et les autres placements qui ne sont pas inclus dans les équivalents de trésorerie.

Les activités de financement sont les activités qui résultent des changements dans l'importance et la composition des capitaux propres et les emprunts de l'établissement.

Les montants négatifs sont mentionnés entre parenthèses.

5.2.2. DEFINITIONS

5. Dotations nettes aux provisions

Il s'agit notamment des dotations aux provisions de passifs (IAS 37) et des provisions techniques liées aux contrats d'assurance (IFRS 4).

7. Perte nette / gain net des activités d'investissement

Il s'agit notamment du résultat de cession des filiales consolidées ou non consolidées comptabilisé à la juste valeur par résultat et des immobilisations corporelles et incorporelles.

9. Autres mouvements

Les autres mouvements correspondent aux opérations sans encaissement ou décaissement de trésorerie, telles que les variations des charges à payer, des produits à recevoir, des charges constatées d'avance, des produits constatés d'avances.

11. Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit et assimilés

Ces flux comprennent notamment :

- Encaissements et décaissements liés aux créances sur les établissements de crédit et assimilés hors éléments inclus dans la trésorerie et créances rattachées ;
- Encaissements et décaissements liés aux dettes envers les établissements de crédit et assimilés hors dettes rattachées.

12. Flux liés aux opérations avec la clientèle

Ces flux comprennent notamment :

- Encaissements et décaissements liés aux créances sur la clientèle hors créances rattachées ;
- Encaissements et décaissements liés aux dettes envers la clientèle hors dettes rattachées.

13. Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers

Ces flux comprennent notamment :

- +/- Encaissements et décaissements liés à des actifs financiers à la juste valeur par résultat
- +/- Encaissements et décaissements liés à des passifs financiers à la juste valeur par résultat
- Décaissements liés aux acquisitions d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables
- + Encaissements liés aux cessions d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables
- +/- Encaissements et décaissements liés à des instruments dérivés de couverture
- +/- Encaissements et décaissements liés à des dettes représentées par un titre

18. Flux liés aux actifs financiers et aux participations

Ils comprennent notamment :

- Décaissements liés aux acquisitions de filiales, nettes de la trésorerie acquise ;
- Encaissements liés aux cessions de filiales, nettes de la trésorerie cédée ;
- Décaissements liés aux acquisitions de titres de sociétés mises en équivalence ;
- Encaissements liés aux cessions de titres de sociétés mises en équivalence ;
- Encaissements liés aux dividendes reçus autres que ceux susceptibles d'être rattachés à l'activité opérationnelle ;
- Décaissements liés aux acquisitions d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres non recyclables

- Encaissements liés aux cessions d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres non recyclables
- Encaissements liés aux intérêts reçus (hors intérêts courus non échus) autres que ceux susceptibles d'être rattachés à l'activité opérationnelle ou de financement.

19. Flux liés aux immeubles de placement

Ils comprennent notamment :

- Décaissements liés aux acquisitions d'immeubles de placement ;
- Encaissements liés aux cessions d'immeubles de placement.

20. Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles

Ils comprennent notamment :

- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles ;
- Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles.

22. Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires

Ils comprennent notamment :

- Encaissements liés aux émissions d'instruments de capital ;
- Encaissements liés aux cessions d'instruments de capital ;
- Décaissements liés aux dividendes payés ;
- Décaissements liés aux autres rémunérations autres que ceux susceptibles d'être rattachés à l'activité opérationnelle ou d'investissement.

23. Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement

Ils comprennent notamment :

- Encaissements liés aux produits des émissions d'emprunts et des dettes représentées par un titre, y compris les titres de marché interbancaire et les titres de créances négociables liés aux activités de financement ;
- Décaissements liés aux remboursements d'emprunts et des dettes représentées par un titre, y compris certains titres de marché interbancaire et titres de créances négociables liés aux activités de financement ;
- Encaissements liés aux produits des émissions de dettes subordonnées ;
- Décaissements liés aux remboursements de dettes subordonnées ;
- Décaissements liés aux intérêts payés (hors intérêts courus non échus), à l'exclusion de ceux liés à la fonction opérationnelle ou d'investissement autres que ceux susceptibles d'être rattachés à l'activité opérationnelle ou d'investissement.

6. LES NOTES

6.1. OBJECTIF DES NOTES

Les notes contiennent des informations complémentaires à celles qui sont présentées dans le bilan, l'état du résultat consolidé, l'état du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres, l'état des variations des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie.

Les notes fournissent des descriptions narratives ou des ventilations d'éléments présentés dans ces états, ainsi que des informations relatives aux éléments qui ne répondent pas aux critères de comptabilisation dans ces états.

Les notes ont pour objectif de :

- Présenter les bases d'établissement des états financiers et les méthodes comptables spécifiques appliquées ;
- Fournir les informations exigées par les normes IAS/IFRS et interprétations SIC/IFRIC, qui ne sont pas présentées dans le bilan, le compte de résultat, le tableau des variations de capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie ;
- Fournir des informations supplémentaires qui ne sont pas présentées dans le bilan, le compte de résultat consolidé, l'état du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres, le tableau des variations de capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie, mais qui sont nécessaires pour leur compréhension.

6.2. STRUCTURE DES NOTES

6.2.1. PRINCIPES GENERAUX

Les normes IFRS n'imposent pas un modèle unique des notes.

En revanche, la présentation des notes doit être claire et organisée tout en s'efforçant de suivre l'ordre indiqué au paragraphe 7.2.2 ci-après.

Chaque poste des états financiers doit être référencé de manière à renvoyer à l'information correspondante dans les notes.

Le contenu des notes doit être adapté à l'activité de chaque établissement de crédit avec, toutefois, le souci de respecter le principe d'exhaustivité des informations demandées par chaque norme, ce principe étant apprécié à l'aune des principes de pertinence et d'importance relative.

L'information porte sur l'exercice écoulé et sur l'exercice comparatif précédent.

6.2.2. HIERARCHIE DES NOTES

Les notes doivent être structurées comme suit :

- Une déclaration explicite de conformité à toutes les dispositions des normes IFRS, à l'exception de l'application des dispositions de la norme IFRS 9 pour les entités d'assurance relevant de groupes bancaires ayant opté pour l'exemption temporaire et ce jusqu'au 1^{er} janvier 2021 ;
- Un résumé des principales méthodes comptables appliquées ;
- Des informations additionnelles pour les éléments présentés au bilan, au compte de résultat consolidé, à l'état du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propre, au tableau des variations de capitaux propres et au tableau des flux

de trésorerie en respectant l'ordre dans lequel apparaissent chacun des états financiers et chacun des postes ;

- D'autres informations dont :

- Les passifs éventuels tels que définis par la norme IAS 37 et les engagements contractuels non comptabilisés ;
- Des informations non financières, notamment les objectifs et les méthodes de gestion des risques financiers telles qu'elles sont prévues par la norme IFRS 7 ;
- Le montant des dividendes proposés ou décidés avant l'autorisation de publication des états financiers, mais qui ne sont pas comptabilisés en tant que distribution pendant la période, ainsi que le montant correspondant par action ;
- Les informations permettant aux utilisateurs des états financiers d'évaluer les objectifs, politiques et procédures de gestion du capital de l'établissement, notamment en ce qui concerne les exigences en fonds propres réglementaires ;
- Le montant des dividendes privilégiés cumulatifs non comptabilisés ;
- Des informations pour l'identification du Groupe si ces informations ne sont pas déjà communiquées par ailleurs :
 - Adresse et forme juridique de l'établissement de crédit présentant les états financiers consolidés et l'adresse de son siège social ;
 - Nature des opérations de l'établissement de crédit et de ses principales activités ;
 - Nom de l'établissement consolidant et celui de la société à la tête du groupe.

6.2.3. CONTENU DES NOTES PROPOSE

La liste ci-dessous ne prétend pas être exhaustive. Elle est donnée pour servir de guide et son contenu détaillé doit être adapté à l'activité de chaque établissement de crédit.

CONFORMITE AUX IFRS ET IMPACTS DE LEUR PREMIERE ADOPTION

- DECLARATION EXPLICITE DE CONFORMITE AU REFERENTIEL COMPTABLE (IAS 1)
- EFFETS DE LA PREMIERE ADOPTION DES IFRS (IFRS 1)

NOTE 1 : PRINCIPALES METHODES COMPTABLES

- REGLES DE PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS
- METHODES D'EVALUATION GENERALES (IAS 1)
- METHODES D'EVALUATION PARTICULIERES (IAS 1)

NOTE 2 : JUGEMENTS UTILISES DANS LA PREPARATION DES ETATS FINANCIERS (IAS 1)

NOTE 3 : INFORMATIONS SUR LE PERIMETRE DE CONSOLIDATION ET SUR LE REGROUPEMENT D'ENTREPRISES (IFRS 3, IFRS 10, IFRS 11, IAS 28, IFRS 12)

- FILIALES
- CO-ENTREPRISES
- ACTIVITES CONJOINTES

- ENTREPRISES ASSOCIEES
- ENTITES STRUCTUREES
- VARIATIONS DU PERMETRE DE CONSOLIDATION
- REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

NOTE 4 : HYPOTHESES CLES RETENUES POUR LES EVALUATIONS ET ESTIMATIONS COMPORTANT DES INCERTITUDES (IAS 1)
--

NOTE 5 : CHANGEMENT DE METHODES COMPTABLES (IAS 8)

NOTE 6 : INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

- INSTRUMENTS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT (IFRS 7, IFRS 13)
- INSTRUMENTS DERIVES DE COUVERTURE ACTIF ET PASSIF (IFRS 7, IFRS 13)
- ELEMENTS COUVERTS A LA COUVERTURE DE JUSTE VALEUR (IFRS 7, IFRS 13)
- RESULTAT DE LA COMPTABILITE DE COUVERTURE (IFRS 7)
- ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES (IFRS 7, IFRS 13)
- TITRES AU COUT AMORTI (IFRS 7)
- PRETS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES, AU COUT AMORTI (IFRS 7)
- PRETS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE, AU COUT AMORTI (IFRS 7)
- ECART DE REEVALUATION DES PORETFEUILLES COUVERTS EN TAUX ACTIF ET PASSIF (IFRS 7)
- PLACEMENTS DES ACTIVITES D'ASSURANCE (IFRS 4, IFRS 13)
- IMPOTS COURANTS ET DIFFERES ACTIF ET PASSIF (IAS 12)
- COMPTES DE REGULARISATION, AUTRES ACTIFS ET PASSIFS (IAS 1)
- ACTIFS NON COURANTS DESTINES A ETRE CEDES ET PASSIFS RATTACHES (IFRS 5)
- PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES MISES EN EQUIVALENCE (IAS 28 ET IFRS 11)
- IMMEUBLES DE PLACEMENT (IAS 40, IFRS 13)
- IMMOBILISATION CORPORELLES ET INCORPORELLES (IAS 16, IAS 38, IAS 36, IFRS 16 ET IFRS 13)
- ÉCARTS D'ACQUISITION (IFRS 3)
- PASSIFS FINANCIERS EN JUSTE VALEUR PAR RESULTAT (IFRS 7, IFRS 13)
- DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES (IFRS 7)
- DETTES ENVERS LA CLIENTELE (IFRS 7)
- TITRES DE CREANCES EMIS (IFRS 7)
- PASSIFS RELATIFS AUX CONTRATS DES ACTIVITES D'ASSURANCE (IFRS 4)
- PROVISIONS (IAS 37)
- SUBVENTIONS ET FONDS ASSIMILES (IAS 20)
- DETTES SUBORDONNEES ET FONDS SPECIAUX DE GARANTIE (IFRS 7)

NOTE 7 : ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

- ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT (IFRS 7, IFRS 13)
- ENGAGEMENTS DE GARANTIE (IFRS 7, IFRS 13)

NOTE 8 : ENGAGEMENTS SOCIAUX ET AVANTAGES DU PERSONNEL

- FRAIS DU PERSONNEL (IAS 1)
- ENGAGEMENTS SOCIAUX (IAS 19)
- PAIEMENTS A BASE D' ACTIONS (IFRS 2)

NOTE 9 : INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT

- MARGE D'INTERET (IFRS 7)
- COMMISSIONS (IFRS 7)
- RESULTAT SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT (IFRS 7)
- GAINS OU PERTES NETS DES INSTRUMENTS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES (IFRS 7)
- GAINS OU PERTES RESULTANT DE LA DECOMPTABILISATION D'ACTIFS FINANCIERS AU COUT AMORTI (IFRS 7)
- GAINS OU PERTES RESULTANT DU RECLASSEMENT D'ACTIFS FINANCIERS AU COUT AMORTI EN ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT (IFRS 7)
- GAINS OU PERTES RESULTANT DU RECLASSEMENT D'ACTIFS FINANCIERS PAR CAPITAUX PROPRES EN ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT (IFRS 7)
- PRODUIT NET DES ACTIVITES D'ASSURANCE (IFRS 4)
- RESULTAT DES AUTRES ACTIVITES (IFRS 7)
- CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION (IAS 1)
- AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS DES IMMOBILISATIONS (IAS 16 ET IAS 36)
- COUT DU RISQUE (IFRS 7)
- RESULTATS DES ENTREPRISES MISES EN EQUIVALENCE (IAS 1)
- GAINS ET PERTES SUR AUTRES ACTIFS (IAS 1)
- VARIATION DES ECARTS D'ACQUISITION (IFRS 3)
- IMPOT SUR LES BENEFICES (IAS 12)
- RESULTATS SUR ACTIFS NON COURANTS ARRETEES OU EN COURS DE CESSION (IFRS 5)
- RESULTATS PAR ACTION ET RESULTAT DILUE PAR ACTION (IAS 33)

NOTE 10 : INFORMATIONS RELATIVES AU TABLEAU DES VARIATIONS DE CAPITAUX PROPRES (IAS1)

NOTE 11 : INFORMATIONS RELATIVES AU TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE (IAS 7)

NOTE 12 : SECTEURS OPERATIONNELS (IFRS 8)

NOTE 13 : PARTIES LIEES (IAS 24)

NOTE 14 : RISQUES LIES AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (IFRS 7)

- INFORMATIONS GENERALES QUALITATIVES
- INFORMATIONS GENERALES QUANTITATIVES
- INFORMATIONS SPECIFIQUES AU RISQUE DE CREDIT
- INFORMATIONS SPECIFIQUES AU RISQUE DE MARCHE
- INFORMATIONS SPECIFIQUES AU RISQUE DE LIQUIDITE
- INFORMATIONS SUR LA CONCENTRATION DES RISQUES

NOTE 15 : INFORMATIONS SUR LE RISQUE D'ASSURANCE (IFRS 7, IFRS 4)

- INFORMATIONS QUALITATIVES
- INFORMATIONS QUANTITATIVES

NOTE 16 : INFORMATIONS SUR LE CAPITAL (IAS 1, IAS 32, IFRS 2, IFRIC 2)

- EVOLUTION DU CAPITAL
- EXIGENCES REGLEMENTAIRES
- AUTRES INFORMATIONS

NOTE 17 : ACTIFS ET PASSIFS EVENTUELS (IAS 37)

NOTE 18 : INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES (IAS 1, IAS 10)

- INFORMATIONS SUR LE DIVIDENDE (DIVIDENDE DECIDE, DIVIDENDE PAR ACTION, DIVIDENDES PRIVILEGES CUMULATIFS)
- DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE (IAS 10)
- IDENTIFICATION DU GROUPE

NOTE 19 : LISTE DES ENTITES INCLUSES DANS LE PERIMETRE DE CONSOLIDATION (IFRS 10, IFRS 11, IAS 28, IFRS 12)

- FILIALES
- CO-ENTREPRISES
- ACTIVITES CONJOINTES
- ENTREPRISES ASSOCIEES
- ENTITES STRUCTUREES